

**Faculté des sciences économiques, sociales,
politiques et de communication (ESPO)**
Ecole des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

La politique de Barack Obama sur la question israélo-palestinienne entre 2008 et 2012

De la colonisation israélienne en Cisjordanie

Auteur : Thibault Leboutte
Promoteur : M. Amine Ait-Chaalal
Lecteur : M. Simon Desplanque
Année académique 2021-2022
Master [120] en sciences politiques, orientation relations
internationales, à finalité spécialisée: diplomatie et résolution des
conflits

ANNÉE ACADÉMIQUE : 2021-2022

SESSION : juin 2022

NOM : Leboutte

PRÉNOM : Thibault

TITRE DU MÉMOIRE : La politique de Barack Obama sur la question israélo-palestinienne entre 2008 et 2012

PROMOTEUR : M. Amine Ait-Chaalal

Résumé du mémoire en 12 lignes :

Ce mémoire entend analyser le premier mandat du président américain Barack Obama (2008-2012). Plus précisément, cette étude se concentre sur la question de la colonisation israélienne en Cisjordanie et vise à comprendre pourquoi cette colonisation s'est accru tout au long du premier mandat du président Obama alors que ce dernier avait affirmé, dès son entrée en fonction, sa volonté d'intégrer grandement les préoccupations palestiniennes dans une politique que l'on peut qualifier d'équitable. Au travers de quatre chapitres, ce mémoire tentera de répondre à ce questionnement. Le premier chapitre proposera un état de l'art et un cadre théorique. Ensuite, certains événements majeurs du conflit israélo-palestinien en lien avec la colonisation israélienne seront détaillés. Le troisième chapitre reviendra quant à lui sur le premier mandat du président mais également sur le contexte qui l'a précédé. Enfin, le quatrième et dernier chapitre proposera une réponse aux hypothèses formulées pour répondre à la question de recherche.

DECLARATION SUR L'HONNEUR – PLAGIAT

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Fait le 24/05/2022

Par : Thibault Leboutte

Signature : Thibault Leboutte

Table des matières

Remerciements	1
Introduction	3
1. Etat de l'art et cadre théorique	8
1.1. Etat de l'art	8
1.2. Cadre théorique	9
A. Identité collective et intersubjectivité.....	9
B. Intérêts et identité	11
C. Une approche « impartiale » ?	12
D. Niveaux d'analyse	13
2. Terminologie et histoire	15
2.1. La guerre israélo-arabe de 1948-1949.....	15
2.2. La guerre des Six Jours	16
2.3. Les processus de Madrid et d'Oslo	18
2.4. Un assassinat lourd de conséquences	20
3. Analyse du premier mandat de Barack Obama (2008-2012).....	22
3.1. Un contexte pré-électoral teinté d'espoir	22
A. Barack Obama : éléments biographiques	22
B. Un positionnement affirmé à nuancer	23
C. Une volonté de rupture	25
3.2. Vent d'espoir en début de présidence	26
A. Le discours du Caire.....	28
B. Réception de ce discours	30
3.3. Un mandat entre hésitation et espoir	31
A. Une politique maladroite	31
B. Des discours porteurs d'espoir	33
C. Moratoire et reprise des constructions.....	33
D. Le printemps arabe	35
a) L'élément déclencheur	35
b) Réaction américaine : deux cas concrets.....	35
c) Conséquence du printemps arabe pour Israël.....	36
E. Un retrait au second plan	37

a) L'absence de condamnation de la poursuite de la colonisation	37
b) La menace de veto pour l'accès de la Palestine à l'ONU	39
c) Lots de consolation pour la Palestine	40
4. Trois facteurs pouvant expliquer la poursuite de la colonisation.....	41
4.1. Netanyahu - Obama : une relation ambivalente	41
A. Benjamin Netanyahu : son parcours	41
B. Obama et Netanyahu : une confrontation sur le plan des idées	43
a) Le conflit dans son ensemble	44
b) La colonisation en Cisjordanie.....	44
4.2. Le lobby pro-israélien	50
A. Considérations terminologiques et bibliographiques	50
B. L'AIPAC : organisation et moyen de pression.....	51
C. Rôle de l'AIPAC durant le premier mandat d'Obama	52
4.3. Les élections de mi-mandat et la campagne pour le second mandat.....	57
A. Elections de mi-mandat	57
a) Résultats	57
b) Analyse	57
c) Implication par rapport à la colonisation israélienne	58
B. Campagne pour un deuxième mandat.....	59
a) Une mise en retrait... ..	59
b) ...révélatrice.....	60
Conclusion.....	61
Pistes bibliographiques.....	63
➤ Ouvrages et revues générales	64
➤ Articles de périodiques.....	65

Remerciements

Le mémoire est le travail qui parachève le parcours universitaire de l'étudiant. En ce sens, c'est évidemment un travail réalisé seul. Pour autant, un mémoire ne doit jamais être considéré comme le résultat du seul étudiant, eu égard aux différentes personnes qui l'inspirent, en suivent l'avancement et en vérifient la précision et l'exactitude orthographique et scientifique. Présenter cette étude sans remercier ces personnes qui ont contribué à son élaboration serait faire injure au temps, à l'investissement et à la sollicitude qu'elles ont accepté de consacrer à ce mémoire, qui, partant, est également un peu le leur.

Tout d'abord, j'aimerais adresser mes remerciements à Monsieur Amine Ait-Chaalal, qui fut un promoteur à l'écoute tout au long de ce cheminement de deux ans. Les conseils précieux et recommandations judicieuses, qu'il me prodigua de vive voix lors de nos entretiens et par écrit dans les chapitres que je soumettais à son appréciation, me permirent de progresser au mieux dans la démarche.

J'aimerais également honorer de toute ma considération Françoise Van Wymeersch, qui fut non seulement une mère présente et bienveillante au quotidien, mais également une relectrice attentive dont les remarques et commentaires furent précieux. Les conseils dont elle m'entoura tout au long de la démarche permirent un avancement optimal.

Enfin, mon frère Louis Leboutte mérite aussi mes plus sincères remerciements pour la relecture rigoureuse qu'il accorda à ce mémoire. Qu'il soit assuré de ma profonde gratitude, tant je conçois qu'une relecture approfondie d'un mémoire requiert temps et concentration.

Introduction

Initialement, le sujet de ce mémoire portait sur la politique de Barack Obama à propos de la question israélo-palestinienne durant ses deux mandats présidentiels. Vu l'ampleur de cette vaste thématique, il a cependant été nécessaire de restreindre le champ d'analyse. En effet, Barack Obama a dirigé les Etats-Unis de janvier 2009 à janvier 2017. Retracer avec précision les évolutions que cette question a connues durant ces huit années apparaissait irréalisable dans le cadre d'un mémoire tant le conflit et les rapports entre les différents gouvernements concernés (l'Etat d'Israël, l'Autorité palestinienne et l'administration Obama) avaient connu des évolutions conséquentes.

Comme évolution conséquente dans les relations entre les protagonistes, mentionnons notamment les accords sur le nucléaire entre les Etats-Unis et l'Iran conclus en juillet 2015. Ces accords ont contribué à refroidir les relations entre dirigeants américains et israéliens, ces derniers considérant le régime iranien comme une menace pour la sécurité d'Israël¹.

Comme autre évolution notable, citons également la volonté du président Obama de renouer avec le thème de la centralité du conflit israélo-palestinien, un conflit qui avait été abordé comme une question secondaire par son prédécesseur, le président Bush². En outre, la politique du président Obama sur la question israélo-palestinienne différa de celle de son prédécesseur. Là où l'administration Bush favorisa l'allié israélien malgré une volonté d'arriver

¹ KERSHNER Isabel, *Iran Deal Denounced by Netanyahu as 'Historic Mistake'*, The New York Times, 14 July 2015. <https://www.nytimes.com/2015/07/15/world/middleeast/iran-nuclear-deal-israel.html> [consulté le 16 avril 2022].

² La précédente administration, celle de George W. Bush, avait certes compris l'importance de ce conflit pour la stabilité régionale mais n'en avait pas fait une priorité, au contraire de l'administration Obama. Il est toutefois pertinent de mentionner les efforts accomplis sous l'administration Bush (2000-2008) pour tenter de résoudre le conflit.

En 2003, le président Bush relança, avec l'aide de l'ONU, de l'Union européenne et de la Russie, le processus de paix avec la « road map for peace ». Cette initiative exigeait un comportement proactif dans les deux camps : le gel complet de la colonisation pour les Israéliens et l'arrêt de la violence et des actes terroristes pour les Palestiniens. Malheureusement, cette initiative se solda par un échec, principalement en raison du terrorisme palestinien que l'Autorité palestinienne ne parvint pas à endiguer. KURTZER Daniel, "Reviving the peace process", dans *The National Interest*, 2012, n° 117, p. 39-40. COPPOLANI Antoine, « Les années Bush et le conflit israélo-palestinien : un bilan », dans *Politique étrangère*, 2010, n° 1, p. 196.

Le 27 novembre 2007, s'ouvre la conférence d'Annapolis qui sera le théâtre de négociations intenses et productives entre les délégations israélienne et palestinienne. Y sont présents notamment le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Ehud Olmert. L'objectif de cette conférence est de trouver une solution globale au conflit avant la fin du mandat du président Bush. Certes, les deux camps rapprochèrent leurs positions sur certaines dimensions du conflit comme le statut de Jérusalem. Toutefois, cette conférence n'atteint pas son objectif en raison, notamment, de l'absence d'accord sur plusieurs aspects du conflit comme la reconnaissance du droit au retour pour les populations palestiniennes. En outre, un vrai leadership américain manqua à ces négociations pour pouvoir être véritablement concluantes. KURTZER Daniel, *op. cit.*, p. 39-40. COPPOLANI Antoine, « Les années Bush et le conflit israélo-palestinien : un bilan », *op. cit.*, p. 203.

à une solution équitable, Barack Obama promu, dès le début de son premier mandat, une politique équilibrée sur le dossier israélo-palestinien en encourageant la solution pacifique de la création de deux Etats, l'un israélien et l'autre palestinien³.

Analyser les deux mandats du président Obama au sein d'un même travail était donc peu envisageable et les limites, notamment en terme de nombre de pages imposées pour sa réalisation, auraient entraîné une analyse superficielle de ces deux mandats. Eu égard au degré de précision et d'analyse qu'exige un mémoire de master, il était donc nécessaire de restreindre le champ d'étude afin de concentrer l'analyse sur certains aspects de la question israélo-palestinienne. Le présent travail se concentrera donc sur le conflit israélo-palestinien durant le premier mandat du président Obama (janvier 2009-janvier 2013).

Après avoir restreint le champ d'analyse et défini les bornes temporelles de ce travail⁴, il était également nécessaire de préciser le prisme sous lequel cette question israélo-palestinienne serait traitée.

Dans le cadre de ce travail, l'objectif sera d'analyser la politique du président Obama sur la question de la colonisation israélienne en Cisjordanie, c'est-à-dire l'occupation de la Cisjordanie par des colons israéliens. Le choix de cet angle d'analyse émane du constat suivant : la colonisation n'a fait qu'augmenter au fil des années de présidence de Barack Obama, un président intégrant pourtant grandement les préoccupations palestiniennes dans sa politique. L'objectif du présent travail sera donc d'identifier quels facteurs peuvent expliquer que la colonisation israélienne ne se soit pas arrêtée avec l'arrivée au pouvoir de Barack Obama ; cela constituera la problématique du travail.

Certes, le conflit israélo-palestinien est éminemment complexe et ne se résume pas à cette seule question de la colonisation israélienne en Cisjordanie. Ce conflit est composé d'autres dossiers importants : le statut de Jérusalem, les frontières, les réfugiés palestiniens et la gestion des ressources en eau notamment. Ces différentes dimensions auraient évidemment mérité un approfondissement mais les traiter de manière exhaustive était irréaliste.

³ *Idem*, p. 196.

⁴ Des retours dans le temps seront effectués, dans la mesure où ce travail propose un chapitre historique. Voir le chapitre 2 pour cette partie historique.

Le choix de s'intéresser à la colonisation israélienne plutôt qu'à ces autres dimensions du conflit s'explique par le rôle central que cette question joua sous la présidence d'Obama. Dès son arrivée à la Maison Blanche, l'administration Obama considéra en effet ce dossier de la colonisation comme primordial. Elle comprit l'importance de cette problématique dans l'optique d'une résolution du conflit et mesura la nécessité de l'aborder non plus comme un aspect périphérique mais véritablement comme une question centrale de ce conflit⁵ ; une question dont l'absence de résolution pourrait porter un coup fatal aux pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens⁶. En outre, Barack Obama lia cette question des colonies et de l'établissement d'un Etat palestinien à la sécurité nationale américaine, consacrant ainsi la résolution du conflit comme une priorité majeure de son mandat⁷. En effet, la résolution du conflit israélo-palestinien permettrait, selon l'administration Obama, de dénouer plusieurs dossiers, notamment la question iranienne, et endiguerait le terrorisme dans la région⁸. C'est donc tout un processus vertueux que l'administration Obama espérait enclencher dans la région en abordant cette question de la colonisation israélienne en Cisjordanie comme un dossier de premier plan.

Tout au long de ce travail, l'accent sera donc mis sur la colonisation israélienne en Cisjordanie. Pour autant, les autres aspects du conflit précités ne seront pas occultés. Les différents dossiers sont si profondément reliés les uns aux autres qu'il serait utopique de vouloir isoler totalement des autres une composante, quelle qu'elle soit (Jérusalem, les frontières, la colonisation). La question des frontières est intrinsèquement liée à celle de la colonisation israélienne et plusieurs références y seront faites, notamment lorsque sera abordée la guerre israélo-arabe de 1967. De plus, même si elle ne constitue pas le cœur du présent travail, la question de Jérusalem et de sa partie Est sera également mentionnée, lorsque seront évoquées les constructions décidées par le gouvernement israélien dans Jérusalem-Est.

Puisque le travail se centre sur la question israélo-palestinienne, les bornes spatiales seront la zone géographique comprenant l'Etat d'Israël et la Cisjordanie. A l'instar des bornes temporelles du travail, il est toutefois possible que certains événements nécessitent de sortir de ce cadre spatial défini.

⁵ COPPOLANI Antoine, « Les années Bush et le conflit israélo-palestinien : un bilan », *op. cit.*, p. 196.

⁶ WAXMAN Dov, "The Real Problem in U.S.-Israeli Relations", dans *The Washington Quarterly*, t. 35, 2012, n° 2, p. 76.

⁷ GERGES Fawaz A., "The Obama approach to the Middle East: the end of America's moment?", dans *International Affairs*, t. 89, 2013, n° 2, p. 313.

⁸ COPPOLANI Antoine, « Les années Bush et le conflit israélo-palestinien : un bilan », *op. cit.*, p. 204.

Avant de s'engager dans le développement et l'analyse, il est nécessaire de présenter l'état de l'art sur le sujet et le cadre théorique. Ces deux aspects constitueront le premier chapitre. Le premier des deux présentera les tendances dans la littérature sur le sujet tandis que le second fournira des concepts et des clés de lecture qui permettront de structurer et de clarifier l'analyse subséquente. Plusieurs éléments de la théorie constructiviste y seront détaillés, notamment les notions d'identité et d'intersubjectivité, ainsi que les niveaux d'analyse qui seront mobilisés pour ce travail.

Le deuxième chapitre proposera un historique du conflit israélo-palestinien en revenant sur plusieurs événements importants. L'objectif de ce chapitre ne sera évidemment pas de détailler avec exhaustivité ce conflit long et complexe mais plutôt de s'attarder sur certains événements marquants en lien avec la thématique de la colonisation en Cisjordanie. Ce rappel historique sera également l'occasion de s'attarder sur la terminologie en clarifiant certains termes clés qui seront mentionnés dans l'analyse subséquente, tels que « Ligne verte », ou « territoires occupés ».

Le troisième chapitre, subdivisé en trois points, analysera le contexte pré-électoral et le premier mandat de Barack Obama. Le premier point détaillera tout d'abord le contexte ayant précédé l'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche. Le deuxième point mettra ensuite l'accent sur l'élan d'espoir qu'a généré Barack Obama auprès d'une large frange de la population durant sa campagne présidentielle ainsi que sur sa volonté d'instaurer une nouvelle dynamique en rompant avec la précédente administration. Enfin, le dernier point de ce chapitre détaillera la politique du président Obama durant son premier mandat en s'attardant sur les épisodes clés qui l'ont jalonné, notamment le discours du Caire en juin 2009 et le moratoire sur les constructions israéliennes en Cisjordanie qui s'étendit de novembre 2009 à septembre 2010. Ainsi, le lecteur disposera d'une vue générale du premier mandat de Barack Obama avant d'être confronté aux réponses à la question de recherche.

Enfin, le quatrième et dernier chapitre constituera le cœur du présent travail puisqu'il proposera une réponse à la problématique formulée en introduction. Pour rappel, celle-ci vise à comprendre pour quelles raisons la colonisation israélienne en Cisjordanie s'est poursuivie durant le premier mandat d'Obama, un président ayant pourtant adopté une approche équitable du conflit en intégrant grandement les préoccupations palestiniennes. Trois hypothèses seront proposées pour répondre à cette question :

« La relation tendue entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu a-t-elle contribué à freiner un accord sur l'arrêt de la colonisation ? »

« L'influence de l'AIPAC au sein de l'appareil étatique américain est-elle une partie de l'explication de l'absence d'accord sur la fin de la colonisation ? »

« Le résultat des élections de mi-mandat de 2010 et la campagne pour les élections présidentielles de 2012 ont-ils eu un impact sur la poursuite de la colonisation israélienne ? »

Au terme de ce travail, une conclusion synthétisera brièvement les principaux éléments qui auront été dégagés de l'analyse.

1. Etat de l'art et cadre théorique

Ce chapitre vise à fournir différentes clés de lecture théoriques afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les éléments exposés dans les chapitres suivants. Ce chapitre ne sera cependant pas complètement théorique puisque les concepts présentés dans les points suivants seront accompagnés d'exemples concrets en lien avec le conflit israélo-palestinien.

1.1. Etat de l'art

Pour mener à bien cette recherche et trouver les éléments expliquant la poursuite de la colonisation israélienne en Cisjordanie malgré l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, différentes sources ont été mobilisées. L'objectif de cette section est de mettre en évidence les grandes tendances sur le sujet dans la littérature.

Tout d'abord, les auteurs des différents ouvrages, articles scientifiques et articles de presse analysés dans le cadre de ce mémoire mettent en avant la position novatrice adoptée par Barack Obama concernant le conflit israélo-palestinien et la question des colonies. Ils saluent en effet sa volonté de remettre le conflit au centre des préoccupations américaines et de s'investir dès le début de son mandat pour la solution des deux Etats. De plus, ils mettent en avant la volonté du président américain de faire pression sur l'allié israélien pour qu'il cesse totalement son entreprise colonisatrice en Cisjordanie⁹.

Toutefois, la majorité des spécialistes sur la question israélo-palestinienne regrette le manque de cohérence de Barack Obama qui prononce des discours porteurs d'espoir, notamment au Caire le 4 juin 2009 et devant l'Assemblée générale des Nations Unies le 23 septembre 2009¹⁰ : ses prises de parole ne trouvent malheureusement pas de concrétisation sur le terrain. En outre, ils qualifient la politique de Barack Obama de maladroite, s'appuyant sur la pression exercée par le président américain sur Benjamin Netanyahu dans l'optique d'obtenir un accord sur le gel total de la colonisation israélienne, un accord que le Premier ministre israélien n'entend évidemment pas conclure¹¹. Ce refroidissement des relations entre les deux dirigeants dès le début du premier mandat d'Obama empêchera l'établissement d'une

⁹ *Idem*, p. 196.

¹⁰ Ces discours feront l'objet d'une analyse ultérieurement dans ce travail.

¹¹ VAÏSSE Justin, *Barack Obama et sa politique étrangère : 2008-2012*, Paris, Odile Jacob, 2012, p. 157-159. Pour plus d'informations sur cet épisode, je renvoie au troisième chapitre.

relation de confiance mutuelle, une relation compliquée qui, comme nous le verrons plus loin, contribuera à empêcher une résolution du conflit.

Enfin, il ressort de la littérature que Barack Obama opéra un basculement dans sa gestion du conflit israélo-palestinien. En effet, à partir de décembre 2010, il fit passer la résolution du conflit israélo-palestinien au second plan. Différents éléments peuvent expliquer la mise en retrait de cette thématique : le printemps arabe, les élections de mi-mandat mais également la prise de conscience que le conflit ne se résoudrait probablement pas sous son premier mandat.

1.2. Cadre théorique

A. Identité collective et intersubjectivité

Le cadre théorique utilisé pour ce mémoire s'articulera autour de la perspective constructiviste. Cette théorie :

“argues that actors behave on the basis of how they identify themselves and others. The construction of identities involves a process of discourse by which actors define who they are and therefore how they behave toward one another. [...] It also emphasizes cumulative practices such as repetitive communications [as] verbal practices or substantive narratives [...]”¹².

La perspective constructiviste s'intéresse donc aux idées qui guident les acteurs des relations internationales. Selon Nau, les idées :

“define the values, norms, and beliefs that governments and international institutions hold and for which they pursue and apply power. Taken together, these ideas define or construct the identities of actors [...]”¹³.

Ces identités doivent être comprises comme collectives et partagées, et non pas individuelles, comme le souligne le constructivisme social. Ce dernier est une branche du constructivisme, au même titre que le constructivisme des agents orientés, lequel met quant à lui davantage l'accent sur le rôle des individus.

Cette notion d'identité collective et partagée qui guide les acteurs revêt une réelle pertinence dans le cadre du conflit israélo-palestinien et de la question de la colonisation plus précisément. Contrairement à ce que l'on pourrait penser au premier abord, ce conflit n'est pas causé par des divergences religieuses mais bien par deux conceptions opposées de la terre. Pour les Juifs, cette terre est celle sur laquelle se trouvait le royaume juif d'Israël mentionné dans la

¹² NAU Henry R., *Perspectives on international relations: power, institutions, and ideas*, 6th ed., Los Angeles, CQ Press, 2019, p. 66-67.

¹³ *Idem*, p. 62.

Bible et représente également un refuge où les Juifs viendront s'établir pour échapper à l'antisémitisme européen. Pour les Arabes palestiniens, ce territoire leur appartient légitimement puisqu'ils y habitent de façon continue depuis des siècles¹⁴.

Le constructivisme postule que c'est par le biais d'interactions sociales répétées (dialogues, communications, actions...) que ces identités s'ancrent, se structurent et se renforcent¹⁵. En agissant ainsi, les acteurs forment une ou plusieurs identités partagées qui les définissent l'un l'autre¹⁶. On appelle cela l'intersubjectivité, qui postule que les identités sont co-construites par les acteurs. Selon ce principe, ce sont les acteurs qui définissent les catégories sociales structurées, comme la notion d'ami par exemple¹⁷.

Cette notion d'intersubjectivité trouve un écho particulièrement intéressant dans le cadre de ce travail puisque cette construction d'image de soi est centrale pour Barack Obama durant les premiers mois de son mandat. Dès l'entame de son premier mandat, il cherche à redorer l'image de l'Amérique en rendant visite à plusieurs Etats du Moyen-Orient (Turquie, Egypte, Arabie Saoudite). Son objectif est clair : il désire instaurer une nouvelle relation basée sur une confiance mutuelle, une relation au sein de laquelle l'Amérique et le monde arabe ne se verraient plus comme des ennemis mais comme des partenaires. Par ce prisme de l'intersubjectivité, on peut mieux saisir le phénomène de co-construction que Barack Obama tentera d'initier dès les premiers mois de son mandat par la répétition de discours amicaux envers les populations arabes.

Cette intersubjectivité peut également constituer une clé de lecture pour comprendre la relation compliquée qu'ont entretenue Barack Obama et Benjamin Netanyahu. En s'opposant sur différents dossiers dont celui de la colonisation israélienne en Cisjordanie, les deux hommes se sont d'emblée vus comme des adversaires sur ce dossier. Cette co-construction négative a impacté la confiance mutuelle entre les deux dirigeants, ce qui n'a évidemment pas aidé à trouver un terrain d'entente sur cette délicate question de la colonisation.

¹⁴ BEININ Joel and HAJJAR Lisa, "Palestine, Israel and the Arab-Israeli conflict: A primer", The Middle East Research and Information Project, 2014, p. 6.

¹⁵ KLOTZ Audie et LYNCH Cecelia, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », trad. de l'anglais par BOUYSSOU Rachel et SMOUTS Marie-Claude, dans *Critique internationale*, Vol. 2, 1999, p. 58.

¹⁶ NAU Henry R., *op. cit.*, p. 62.

¹⁷ JACKSON Patrick Thaddeus and JONES Joshua S., "Constructivism", dans DEVETAK Richard, BURKE Anthony and GEORGE Jim (eds), *An introduction to international relations*, 2nd ed., Cambridge, Cambridge university press, 2012, p. 105.

B. Intérêts et identité

Les constructivistes postulent que les identités des acteurs participent à la formation de leurs intérêts et que ces derniers influent en retour sur leur comportement et leurs relations avec les autres acteurs¹⁸. Pour les constructivistes, les intérêts étatiques ne sont donc pas donnés mais créés. En effet, les constructivistes se distinguent d'une part des réalistes, qui postulent que les Etats sont antagonistes et orientés vers leurs intérêts propres, et d'autre part des libéraux, qui soutiennent que les Etats tendent à coopérer pour satisfaire les intérêts collectifs. Selon ces deux perspectives, les intérêts sont fixés à l'avance.

Les constructivistes mettent l'accent sur la façon dont les acteurs acquièrent leur identité et sur la manière dont celle-ci vient façonner leurs intérêts et leurs interactions. Ces intérêts sont donc définis par l'identité et les croyances, et non par la perspective de puissance ou de coopération¹⁹. À l'instar des identités, ces intérêts et ces interactions ne sont pas immuables puisqu'ils peuvent varier dans le temps et selon les circonstances. Ce sont ces éléments qui poussent John Ruggie à affirmer que les relations entre les acteurs sont, au moins en partie, structurées en fonction des croyances et des aspirations des acteurs²⁰.

Cette relation de co-construction entre intérêts et identité s'observe notamment chez Barack Obama. Comme nous le verrons plus loin, le président américain est partisan de la solution des deux Etats et cherchera tout au long de son premier mandat à mettre en place un gel de la colonisation en Cisjordanie. Son parcours personnel, qui forgea son identité et ses convictions politiques, permet de souligner cette relation entre identité et intérêts et d'expliquer en partie sa position sur la question de la colonisation israélienne.

Barack Obama est né d'une mère blanche et d'un père noir originaire d'Afrique. Sa mère est issue d'une famille chrétienne et son père d'un foyer musulman. Très tôt, le jeune Barack est donc confronté à différentes religions et à l'idée de tolérance. A l'âge de six ans, il part vivre en Indonésie avec sa mère et est là aussi confronté aux religions catholique et musulmane. Il possède donc certains liens de parenté avec des musulmans et deviendra proche

¹⁸ MACLEOD Alex, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », dans *Cultures et conflits*, t. 54, 2004, p. 14.

¹⁹ VIOTTI Paul R. and KAUPPI Mark V., *International relations theory: realism, pluralism, Globalism, and beyond*, Boston, Allyn and Bacon, 1999, p. 217.

²⁰ RUGGIE John, "What makes the world hang together? Neo-utilitarianism and the social constructivist challenge", dans *International organization*, t. 52, 1998, p. 855-885.

de certains intellectuels d'origine arabe comme Edward Saïd²¹. Ce parcours atypique, nourri de rencontres et d'échanges, marquera profondément Barack Obama et expliquera en partie son positionnement affirmé pour la solution des deux Etats, une solution pacifique axée sur l'acceptation de l'autre et le respect des revendications de deux camps ne partageant pas la même religion. Ces quelques éléments de la vie de Barack Obama peuvent ainsi expliquer comment cette relation entre intérêts et identité pourra se traduire concrètement au sein de ce travail.

C. Une approche « impartiale » ?

Lorsque les auteurs d'articles scientifiques caractérisent l'approche adoptée par le président américain dès l'entame de son premier mandat, ils utilisent le terme *even-handed*. Cet adjectif peut être traduit en français par *égalitaire*, *impartial* ou encore *équitable*. Malgré ce choix proposé, il est judicieux de refuser les deux premières traductions. En effet, tant l'adjectif *égalitaire*, défini comme étant « ce qui vise à l'égalité »²², que le qualificatif *impartial*, entendu comme « ce qui ne favorise pas l'un aux dépens de l'autre »²³, sont trop théoriques. Ils renvoient tous deux à l'idée que l'on pourrait traiter deux options, deux camps, de manière identique et sont, partant, inadéquats pour caractériser la politique concrète adoptée par Barack Obama. Ils sont imprécis dans la mesure où ils sous-entendent un traitement égal entre les Israéliens et les Palestiniens, ce qui ne sera pas le cas sur l'ensemble du premier mandat, comme nous le verrons plus loin. Pour cette raison, il est préférable d'opter pour l'adjectif *équitable*, défini comme « qui agit selon l'équité, c'est-à-dire selon le sens naturel de la justice ».

Il apparaît donc que ce qualificatif *équitable* est à privilégier pour caractériser l'approche que le président Obama décida d'adopter vis-à-vis des Israéliens et des Palestiniens. Dans l'optique de redorer l'image de l'Amérique auprès du monde arabe, Barack Obama opta en effet pour une politique prenant en compte les intérêts des deux camps dans une proportion similaire, c'est-à-dire une politique ne favorisant pas davantage les intérêts de l'allié historique israélien que ceux des Palestiniens. Historiquement, les Etats-Unis et l'Etat d'Israël partagent en effet des liens forts en raison du soutien matériel et idéologique apporté par les Etats-Unis à

²¹ KROES Rob, "Barack Hussein Obama. His powers of language, his language of power", dans SCOTT-SMITH Giles (éd.), *Obama, US politics, and transatlantic relations: change or continuity?*, Brussels, Lang, 2012, p. 26.

²² *Le Petit Larousse illustré 2013*, Paris, Larousse, 2013, p. 381.

²³ *Le Petit Larousse illustré 2013*, Paris, Larousse, 2013, p. 561.

l'Etat juif depuis sa création en 1948²⁴. En réalité, Israël est souvent considérée comme un reflet de l'Amérique, en raison d'un héritage religieux commun et de traditions, juive et judéo-chrétienne, unissant les deux pays²⁵.

Collant mieux à la réalité que les adjectifs *impartial* et *égalitaire* pour décrire la politique du président Obama concernant ce conflit, ce qualificatif *équitable* sera donc retenu dans ce travail pour caractériser la politique de Barack Obama à l'égard de ce conflit.

D. Niveaux d'analyse

Pour terminer ce chapitre théorique, une dernière clé de lecture est proposée : les niveaux d'analyse. Deux d'entre eux seront particulièrement mis en évidence dans ce travail : le niveau d'analyse individuel et le niveau d'analyse domestique.

Le premier concentre son analyse sur la personnalité et l'action des dirigeants²⁶. C'est sur ce plan que se situe la réponse à la première hypothèse concernant la relation entre Benjamin Netanyahu et Barack Obama.

Le second propose un champ d'étude plus large en se focalisant sur des dynamiques ou des groupes sociaux agissant au sein d'un pays donné²⁷. Les réponses aux hypothèses concernant le lobby pro-israélien AIPAC, l'American Israel Public Affairs Committee, et les élections de mi-mandat se situent à ce niveau d'analyse-là.

Un troisième niveau d'analyse entre en ligne de compte lorsque des considérations internes influent sur la politique étrangère d'un Etat : le niveau de politique étrangère. Ce dernier vise à faire le lien entre les intérêts intérieurs d'un Etat à ceux de sa politique étrangère²⁸.

²⁴ Entre 1949 et 2016, les Etats-Unis ont fourni à Israël près de 125 milliards de dollars américains, soit plus qu'à aucun autre Etat. Cette aide apportée à Israël a contribué à renforcer les liens entre deux partenaires qui partageaient déjà un socle commun de valeurs de démocratie et des intérêts stratégiques partagés au Moyen-Orient. SHARP Jeremy M., "U.S. Foreign Aid to Israel", Congressional Research Service, June 10, 2015, p. 1.

²⁵ STEPHENS Elizabeth, « Les États-Unis et Israël après le printemps arabe », dans *Les Cahiers de l'Orient*, t. 4, 2011, n° 104, p. 41. Pour utiliser un autre concept de Nau, on peut affirmer que les Etats-Unis et Israël appartiennent à la même communauté épistémique, définie comme étant des : "*communities of individuals or countries that share a broad base of common knowledge and trust*". NAU Henry R., *op. cit.*, p. 70.

²⁶ *Idem*, p. 13.

²⁷ *Ibidem*

²⁸ *Ibidem*

Il faut toutefois préciser que les réponses aux hypothèses ne sont pas enfermées dans un niveau d'analyse de façon rigide et que différents niveaux d'analyse peuvent se superposer et agir de concert au sein d'une même hypothèse.

2. Terminologie et histoire

L'objet de ce chapitre est de revenir dans le temps pour analyser certains événements de ce conflit qu'il est pertinent d'exposer afin de permettre une meilleure compréhension de l'analyse subséquente.

Outre les événements en tant que tels, certains termes utilisés plus loin dans l'analyse, tels que « Ligne verte » ou « territoires occupés » seront également explicités. Des cartes appuieront également les explications.

2.1. La guerre israélo-arabe de 1948-1949

Pour comprendre la question de la colonisation israélienne en Cisjordanie, il est nécessaire de remonter aux origines de la création de l'Etat d'Israël.

En novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte la résolution 181 qui prévoit un plan de partage du territoire de la Palestine entre populations juives (56%) et arabes (44%)²⁹. Ce plan de partage est accepté par les populations juives mais rejeté par les populations arabes. S'ensuit un conflit entre les deux camps.

Le 14 mai 1948, l'Etat d'Israël proclame son indépendance. Certains pays arabes (Egypte, Syrie, Transjordanie, Liban, Irak) refusent de reconnaître l'Etat d'Israël, ce qui ravive les tensions et aboutit à la première guerre israélo-arabe. Cette guerre se caractérise par des phases intenses de courtes batailles et par plusieurs trêves. L'année 1949 marque la fin des hostilités. Plusieurs traités d'armistice sont signés séparément avec les pays arabes: l'Egypte (24 février), le Liban (23 mars), la Transjordanie (3 avril) et la Syrie (20 juillet)³⁰. Les Irakiens refusent quant à eux d'entrer dans un processus de négociation. Au terme de ce conflit, Israël sort vainqueur et accroît considérablement son territoire qui comprend désormais 78% des terres qui appartenaient autrefois à la Palestine alors que le plan de partage prévu par la résolution du 29 novembre 1947 accordait à l'Etat juif une superficie de 56% du territoire de la Palestine. Les 22% restants sont administrés par l'Egypte (bande de Gaza) et par les forces

²⁹ Ce plan de partage est validé par 33 pays sur 57 votants, sous la résolution 181.

Résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre 1947.

<https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2016/04/ARES181II.pdf> [consulté le 5 avril 2022].

³⁰ LAURENS Henry, *La question de Palestine, t. III, 1947-1967 : L'accomplissement des prophéties*, Paris, Fayard, 2007, p. 198-204 (Armistice Egypte-Israël), p. 205-207 (Armistice Liban-Israël), p. 208-219 (Armistice Jordanie-Israël) et p. 220-226 (Armistice Syrie-Israël).

armées jordaniennes (Cisjordanie et Jérusalem-Est), en vertu des accords d'armistice conclus entre Israël et les différents pays arabes. Les frontières issues de ces accords de cessez-le-feu sont désignées sous la dénomination de « Ligne verte » mais ne constituent pas des frontières officielles (ou *de jure*). Ces frontières délimiteront *de facto* le territoire de l'Etat d'Israël jusqu'en 1967.

En marge de ce conflit, de nombreux Palestiniens sont forcés d'abandonner leur foyer et de fuir vers les pays arabes voisins. Plus de 700 000 Palestiniens partent sur les chemins de l'exil³¹, un exode massif appelé « Nakba » en arabe³². Pour ces populations, le refus d'un exil définitif est catégorique ; la seule option envisageable est le « droit au retour », principe de droit international qui sera acté le 11 décembre 1948 par la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies³³. Ce droit au retour accorde aux Palestiniens la possibilité de revenir sur des terres qui, jadis, appartenaient à leurs ancêtres ou la possibilité d'être dédommagés pour ceux qui ne désirent pas revenir. Ce droit au retour est devenu au fil du temps une des revendications les plus fortes dans le camp palestinien³⁴.

2.2. La guerre des Six Jours

Le 5 juin 1967, Israël, qui craint pour sa sécurité à la suite du blocus du détroit de Tiran par l'Egypte³⁵, déclenche une guerre contre ses voisins égyptien, jordanien et syrien. Au terme d'un conflit éclair de six jours, Israël sort vainqueur et accroît considérablement son territoire. Désormais, l'Etat d'Israël comprend, outre son territoire originel, le plateau du Golan, syrien, la Cisjordanie y compris Jérusalem-Est, précédemment sous autorité jordanienne, la bande de Gaza et toute la péninsule du Sinaï, sous administration égyptienne pour la première et faisant partie du territoire égyptien pour la seconde³⁶. A l'exception de la péninsule du Sinaï qui sera

³¹ Ces populations trouvent refuge dans des camps de réfugiés principalement en Cisjordanie, en Jordanie, en Syrie et au Liban.

³² Le terme « Nakba » signifie « catastrophe » en arabe.

³³ Résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 11 décembre 1948 <https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2016/06/ARES194III.pdf> [Consulté le 5 avril 2022].

³⁴ Au lendemain des primaires démocrates, le 4 juin 2008, Barack Obama prononça un discours devant les membres de l'AIPAC. Dans son allocution, il évoqua la nécessité pour les Palestiniens de ne pas altérer l'identité d'Israël en tant qu'Etat juif, sous-entendant ainsi l'impossibilité d'un droit au retour pour les populations palestiniennes exilées. *Transcript: Obama's Speech at AIPAC*, NPR, 4 June 2008. <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=91150432&t=1648720980809> [consulté le 31 mars 2022].

³⁵ Le détroit de Tiran se situe entre la péninsule du Sinaï et la péninsule arabique.

³⁶ Les Nations Unies, via la résolution 242, réussirent à obtenir le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés.

rendue à l’Egypte, par étapes à partir de 1979 à la suite des accords de Camp David, ces territoires, qui se trouvent au-delà de la « Ligne verte » définie après la guerre de 1948-1949, sont désignés par l’appellation « territoires occupés » dans la résolution 242 du Conseil de Sécurité des Nations Unies³⁷. Il s’agit de territoires pris aux Palestiniens durant cette guerre de 1967 (sauf pour les cas du Sinaï égyptien et du Golan syrien) et sur lesquels des Israéliens vont progressivement venir s’installer³⁸. C’est en effet à partir de 1967 que se met en place une colonisation, d’abord sporadique, qui deviendra plus tard un projet politique visant à empêcher la création d’un Etat palestinien, selon Idith Zertal et Akiva Eldar³⁹.

Les vingt années suivantes seront marquées par deux autres guerres, celle de Kippour ou d’octobre 1973⁴⁰ et celle entre Israël et le Liban en 1982. En 1987 se produit la première Intifada, c’est-à-dire le soulèvement des Palestiniens vivants dans les territoires occupés et qui réclament le retrait des Israéliens de ces territoires.

³⁷ Cette résolution prévoyait le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés. En contrepartie, les états arabes devaient s’engager à respecter l’intégrité territoriale de l’Etat d’Israël. En d’autres termes, cette résolution 242 introduit le principe de l’échange de territoires contre la paix. En réalité, tous ces territoires sont considérés comme occupés par la résolution 242 du Conseil de Sécurité. LAURENS Henry, *La question de Palestine, t. IV, 1967-1982 : Le rameau d’olivier et le fusil du combattant*, Paris, Fayard, 2011, p. 82.

Résolution 242 de l’Assemblée générale des Nations Unies du 22 novembre 1967 <https://documents-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NL3/462/16/PDF/NL346216.pdf?OpenElement> [consulté le 5 avril 2022].

³⁸ *What are the Occupied Territories?*, The Institute for Middle East Understanding (IMEU), December 21, 2005. <https://imeu.org/article/what-are-the-occupied-territories> [consulté le 23 décembre 2021].

³⁹ Ces deux spécialistes de la question israélo-palestinienne ont rédigé un ouvrage très documenté sur la problématique de la colonisation israélienne en territoires occupés intitulé « Les Seigneurs de la Terre ».

⁴⁰ Deux dénominations existent pour qualifier ce conflit. La « guerre d’octobre 1973 » est l’appellation arabe tandis que la « guerre du Kippour » est la dénomination juive.

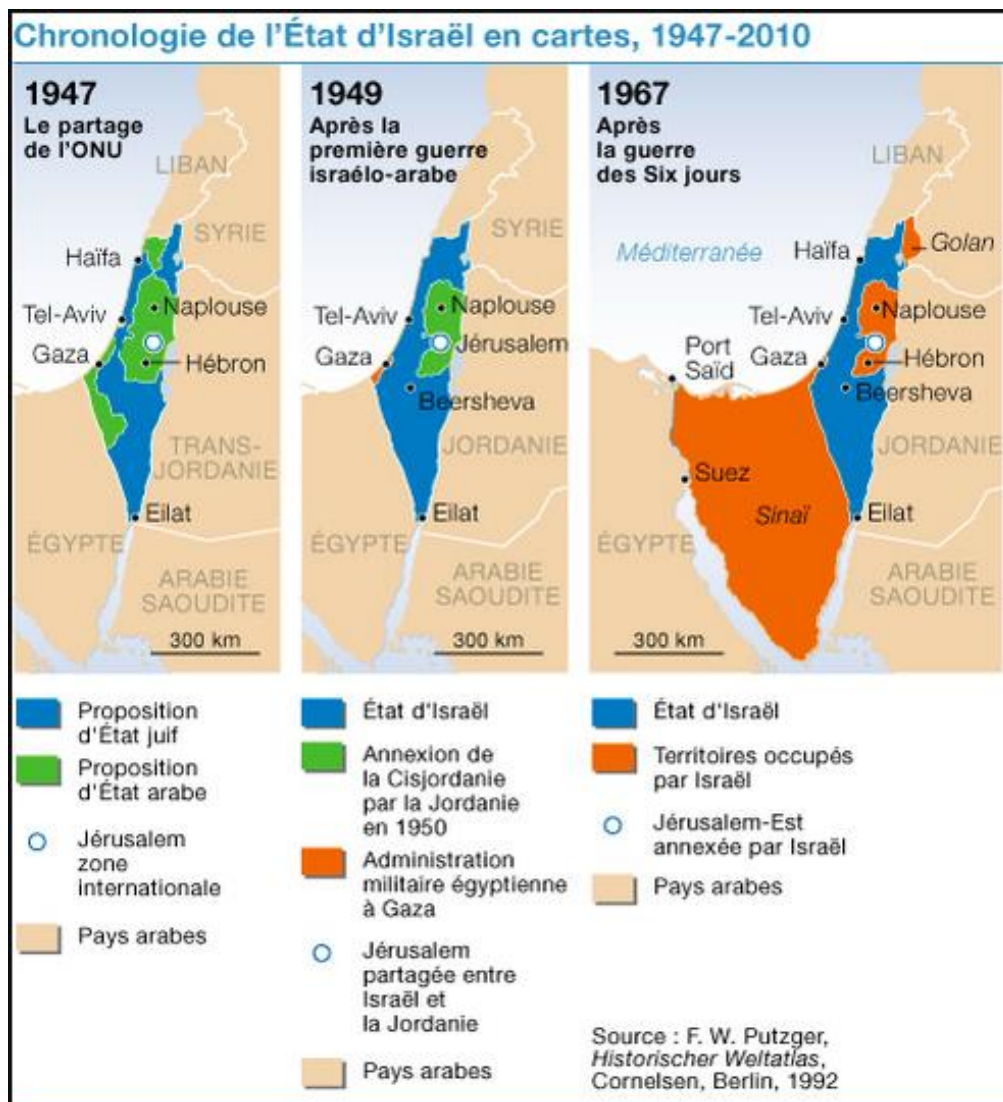


Figure 1: évolution du territoire d'Israël (1948-1967)

Source : DIECKHOFF Alain, *Quelles frontières pour l'État d'Israël ?*, CERISCOPE Frontières, 2011, <http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part3/quellesfrontieres-pour-letat-disrael> [consulté le 21 mars 2022].

2.3. Les processus de Madrid et d'Oslo

A partir de 1991, le dialogue entre Israéliens et Palestiniens connaît une nouvelle évolution avec l'ouverture de la conférence de Madrid le 30 octobre à l'initiative des présidents Bush et Gorbatchev⁴¹. L'objectif initial de cette conférence est d'amener les différents protagonistes du conflit à la table des négociations. Prenant la forme d'un forum de discussions bilatérales et multilatérales, cette conférence réunit une délégation israélienne, des représentants du Liban, de la Syrie et de la Jordanie (la délégation jordanienne est également composée de représentants palestiniens) ainsi que l'ONU, les Etats-Unis, l'URSS et la

⁴¹ SHOMALI Qustandi, « L'accord et le désaccord dans les textes d'Oslo », dans *Mots : Israël - Palestine. Mots d'accord et de désaccord*, mars 1997, n° 50, p. 11.

Communauté européenne⁴². La mise en place de ce processus de négociations permet d'aborder une variété de questions allant de la sécurité régionale à la question des réfugiés palestiniens en passant par la problématique de l'eau. La question d'un gel de la colonisation n'est quant à elle pas envisagée⁴³.

Même si cette conférence ne dispose d'aucun pouvoir de décision, elle lance des négociations qui démarrent le 3 novembre 1991, immédiatement après la clôture de la conférence, et se poursuivent à Washington et dans d'autres villes à travers le monde comme Moscou, où une série de rencontres bilatérales et multilatérales sont organisées⁴⁴.

Alors que des négociations sont en cours à la suite de la conférence de Madrid, un autre processus, celui d'Oslo, s'avère être également en cours. Loin des projecteurs braqués sur Madrid et sur les discussions qui se tiennent notamment à Washington dans le cadre de ce processus, des rencontres secrètes sont organisées entre Palestiniens et Israéliens avec l'aide discrète de protagonistes européens. Ce processus secret, qui se déroule à Oslo et dans ses environs, débute le 20 janvier 1993 avec une première rencontre entre Israéliens et Palestiniens. Il se différencie du processus de Madrid par l'instauration de négociations *directes* entre Israéliens et Palestiniens, là où la partie palestinienne, en l'absence de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP), était représentée par une délégation jordano-palestinienne à la conférence de Madrid. Ces négociations bilatérales directes finissent par aboutir à la signature, à la Maison Blanche à Washington et sous l'égide du président américain Bill Clinton, d'une « Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie » le 13 septembre 1993 en présence du Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et du président du comité exécutif de l'OLP Yasser Arafat⁴⁵. Cette Déclaration de principes n'est pas un traité de paix mais un accord intérimaire d'autogouvernement destiné à mener, par un processus de négociations, à un traité de paix dans un délai déterminé.

Cette Déclaration de principes comprend deux parties. La première entérine une reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP, sous la forme de lettres signées par Arafat et Rabin respectivement le 9 et 10 septembre 1993. La seconde partie, la Déclaration de principes en elle-même, détaille l'agenda pour parvenir à un autogouvernement palestinien dans les

⁴² CHAIGNE-LOUDIN Anne-Lucie, *Conférence de Madrid*, Les Clés du Moyen-Orient, 2 mars 2018.

<https://www.lescledumoyenorient.com/Conference-de-Madrid.html> [consulté le 21 mars 2022].

⁴³ LAURENS Henry, *La question de Palestine, t. V, 1982-2001 : La paix impossible*, Paris, Fayard, 2015, p. 295.

⁴⁴ CHAIGNE-LOUDIN Anne-Lucie, *op. cit.*

⁴⁵ CLAUDE Gérard, « Israël-États-Unis, de la reconnaissance historique à l'alliance stratégique », dans *Revue historique des armées*, 2008, n° 252, p. 121.

territoires occupés, à commencer par Gaza et Jéricho⁴⁶. En revanche, la Déclaration de principes n'apporte pas de réponse sur certains aspects cruciaux de la question israélo-palestinienne, notamment le droit au retour des réfugiés palestiniens, le statut de Jérusalem ou encore la question de la colonisation israélienne en Cisjordanie. Ce fait est délibéré : le processus issu de la Déclaration de principes devait mener à trouver une issue négociée à ces questions⁴⁷.

Malheureusement, l'esprit d'Oslo s'est estompé et l'espoir qu'il avait généré ne fut pas concrétisé. La poursuite de la violence et du terrorisme dans le camp palestinien et de la colonisation israélienne créa une méfiance réciproque. Ce climat de méfiance empêcha la concrétisation des dispositions énoncées dans le processus d'Oslo⁴⁸.

2.4. Un assassinat lourd de conséquences

Alors que de nouveaux accords baptisés « Oslo II »⁴⁹ sont signés le 28 septembre 1995 entre le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le président du comité exécutif de l'OLP Yasser Arafat, intervient en novembre 1995 un événement qui aura un impact très significatif sur l'échec de la poursuite du processus d'Oslo et contribuera à ternir la relation de confiance qui s'instaurait progressivement entre Israéliens et Palestiniens.

Le 5 novembre 1995, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin est assassiné à Tel-Aviv par un extrémiste juif, lors d'un rassemblement de partisans de la paix. Les trois coups de feu tirés par un jeune homme de 27 ans vont anéantir les espoirs de paix dans la région⁵⁰. A la suite de cet assassinat, les actions terroristes des Palestiniens reprennent, bien qu'elles soient dénoncées par les deux camps : par le Premier ministre israélien Shimon Pérès et par le président du comité exécutif de l'OLP Yasser Arafat⁵¹. En outre, le calendrier d'application instauré par les accords d'Oslo II n'est pas respecté dans le camp israélien.

L'arrivée au pouvoir de Benjamin Netanyahou le 29 mai 1996 en tant que Premier ministre ne fait que compliquer la situation. Il est opposé au processus d'Oslo et considère

⁴⁶ SHLAIM Avi, "The Oslo Accord", dans *Journal of Palestine Studies*, t. 23, 1994, n° 3, p. 24-25.

⁴⁷ *Idem*, p. 34.

⁴⁸ KURTZER Daniel, *op. cit.*, p. 39.

⁴⁹ Ces accords mettant en place un calendrier précis, sont destinés à organiser des élections palestiniennes et à transférer le contrôle d'une partie de la Cisjordanie aux Palestiniens. BARON Xavier, *Les Palestiniens : genèse d'une nation*, Paris, Le Seuil, 2000, p. 637.

⁵⁰ *Idem*, p. 643-644.

⁵¹ *Idem*, p. 651-652.

qu'Israël doit maintenir son emprise sur l'ensemble des territoires occupés. Dans cette voie, il y favorise l'implantation de nouveaux colons⁵². En 1999, Ehud Barak, du parti travailliste, remporte les élections et succède à Benjamin Netanyahou au poste de Premier ministre.

En juillet 2000, l'échec de la négociation de Camp David II⁵³, ainsi que l'augmentation sensible du nombre de colons durant la négociation, aboutissent à la Seconde Intifada qui débute le 28 septembre 2000. Cet événement fut déclenché par la visite du chef de l'opposition israélienne du moment (le parti Likoud), Ariel Sharon, sur l'Esplanade des Mosquées à Jérusalem. A la suite de ces événements, interviennent plusieurs offensives israéliennes ainsi que la construction d'un mur d'annexion⁵⁴. La victoire électorale du Hamas aux élections législatives de 2006 n'arrange pas le climat de tensions entre Israéliens et Palestiniens, pas davantage que l'offensive israélienne de la bande de Gaza à la fin de l'année 2008⁵⁵.

C'est un contexte de vives tensions très éloigné des espoirs du début des années 1990 qui accueille le nouveau président américain Barack Obama lors de son élection le 4 novembre 2008 ; un président qui, comme nous le verrons, adoptera d'emblée une approche résolument conciliatrice en promouvant la solution des deux Etats.

⁵² *Idem*, p. 659 et 692.

⁵³ Le 5 juillet 2000, le président américain Bill Clinton invite le Premier ministre israélien Ehud Barak et le dirigeant palestinien Yasser Arafat à la résidence de Camp David, lieu de villégiature des présidents américains. L'endroit n'est pas choisi au hasard puisque Camp David est l'endroit où les négociations de paix avaient été menées entre Israël et l'Égypte en 1978. Le sommet en tant que tel se déroule du 11 au 25 juillet 2000, mais plusieurs points empêchent d'aboutir à un accord : la question de Jérusalem, le retrait israélien des territoires occupés et la problématique des réfugiés palestiniens. AKRAM Hanieh, "The Camp David Papers", dans *Journal of Palestine Studies*, t. 30, 2001, n° 2, p. 75-97.

⁵⁴ Sur les considérations légales entourant la construction de ce mur, voir *La CIJ déclare l'édification du mur par Israël dans le territoire palestinien occupé, contraire au droit international*, Communiqué de presse de la CIJ, 9 juillet 2004. <https://www.un.org/press/fr/2004/CIJ636.doc.htm> [consulté le 2 avril 2022].

⁵⁵ *Conflit israélo-palestinien*, Le Monde diplomatique. <https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/conflitisraelopalestinien> [consulté le 21 avril 2022].

3. Analyse du premier mandat de Barack Obama (2008-2012)

Après avoir évoqué quelques épisodes importants ayant mené à la colonisation israélienne en Cisjordanie, il est temps de se focaliser sur le personnage autour duquel est centré le présent travail : le président américain Barack Obama. Dans un premier temps, l'analyse va porter sur la période pré-électorale avant d'ensuite détailler sa présidence.

3.1. Un contexte pré-électoral teinté d'espoir

A mesure que les élections présidentielles de 2008 approchaient, Barack Obama commença à se positionner sur les différents dossiers de politique intérieure et extérieure, notamment celui de la colonisation israélienne en Cisjordanie. Cependant, avant de se pencher sur le positionnement de Barack Obama sur cette question, il est nécessaire de détailler le parcours de celui qui deviendra le 44^e président des Etats-Unis.

A. Barack Obama : éléments biographiques

Barack Hussein Obama est né à Hawaï le 4 août 1961 d'une mère blanche américaine et d'un père noir originaire du Kenya⁵⁶. Il passe les six premières années de sa vie sur cette île avant de partir vivre en Indonésie avec sa mère et son deuxième mari, ses parents ayant divorcé et son père étant reparti vivre au Kenya⁵⁷. C'est donc dès les premières années de sa vie que le jeune Obama entre en contact avec la culture musulmane, l'Indonésie étant le pays dans lequel on retrouve le plus de Musulmans⁵⁸.

Il décide cependant de revenir passer son adolescence à Hawaï avant de rejoindre Pasadena (Los Angeles) à 18 ans pour y entamer un cursus en sciences politiques au Collège occidental⁵⁹, études qu'il achève à l'Université Columbia en 1983. Après avoir travaillé plusieurs années notamment dans le monde de la finance, il retourne à l'université, à Harvard

⁵⁶ KROES Rob, *op. cit.*, p. 26.

⁵⁷ SPITAELS Guy, *Obama président : la méprise*, Bruxelles, Luc Pire, 2008, p. 161.

⁵⁸ Son deuxième prénom, Hussein, est d'ailleurs d'origine arabe et son père était musulman. FARDJAOUI Boualem, « Le bilan d'Obama au Moyen-Orient au regard de la presse arabe, de l'espoir à la déception », dans EPPREH-BUTET Raphaël, *Barack Obama à la présidence des Etats-Unis. Un bilan*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 161. SPITAELS Guy, *op. cit.*, p. 161.

⁵⁹ DAVID Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche : de Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, 3^e éd., Paris, Presses de sciences po, 2015, p. 920.

cette fois-ci, pour y étudier le droit entre 1989 et 1992. Durant son cursus à Harvard, il devient le premier rédacteur en chef aux origines africaines de la *Harvard Law Review*⁶⁰.

Sa carrière politique débute en 1996 lorsqu'il entre au Sénat de l'Etat de l'Illinois, poste qu'il occupera jusqu'en 2004. Durant ces huit années, il s'érige en défenseur des plus démunis en soutenant des législations pour l'extension de la couverture médicale en leur faveur⁶¹.

Le 27 juillet 2004, il se fait remarquer sur la scène nationale en prononçant un discours resté célèbre lors de la convention démocrate⁶². En l'espace de 17 minutes, le temps que dura son discours, Barack Obama passe du statut de sénateur méconnu de l'Illinois à celui de personnalité en vue et candidat crédible à l'élection présidentielle. En racontant sa propre histoire dans son discours, Barack Obama raconte également l'histoire des Etats-Unis, une histoire qui fait naître une vague d'espoir, l'espoir d'un changement⁶³. Il dit notamment ceci :

*“There is not a Black America and a White America and Latino America and Asian America; there's the United States of America”*⁶⁴.

Entre 2004 et 2008, Barack Obama occupe le poste de sénateur de l'Illinois au Sénat fédéral et son charisme, ses talents d'orateur et sa notoriété grandissante en font rapidement un candidat sérieux pour la primaire démocrate de 2008, primaire qu'il remporte en juin, au détriment d'Hillary Clinton. Le 4 novembre de la même année, il devient, à 46 ans, le 44^e président des Etats-Unis⁶⁵.

B. Un positionnement affirmé à nuancer

Sur la question israélo-palestinienne, Barack Obama adopte durant sa campagne une position résolument favorable à l'Etat juif. Cette attitude peut paraître surprenante étant donné

⁶⁰ SPITAEELS Guy, *op. cit.*, p. 162.

⁶¹ *Ibidem*

⁶² Au cours de cette convention, c'est le sénateur du Massachusetts John Kerry qui sera désigné comme adversaire de Georges W. Bush pour la présidence.

⁶³ CORBÉ Philippe, *Barack Obama : le discours qui a frappé l'Amérique au cœur en 2004*, RTL, 7 juillet 2020. <https://www.rtl.fr/actu/international/barack-obama-le-discours-qui-a-frappe-l-amerique-au-coeur-en-2004-7800643084> [consulté le 31 mars 2022].

DAVID Charles-Philippe, *op. cit.*, p. 920.

⁶⁴ Barack Obama (1961 -) *Speech at the Democratic National Convention*, American Public media, <http://americanradioworks.publicradio.org/features/blackspeech/bobama.html> [consulté le 4 avril 2022].

⁶⁵ DAVID Charles-Philippe, *op. cit.*, p. 920.

l'approche équitable avec laquelle Barack Obama abordera la question israélo-palestinienne durant les premiers mois de son mandat. Plusieurs éléments semblent en effet indiquer que Barack Obama se place dans la continuité de ses prédécesseurs en adoptant une politique de soutien très nette envers Israël⁶⁶. Début 2007, il s'adresse aux membres de l'AIPAC en leur affirmant son soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël et en précisant qu'il ne fera rien pour modifier les relations de confiance et d'amitié entre Israël et les Etats-Unis⁶⁷.

Le 4 juin 2008, au lendemain de sa victoire lors des primaires démocrates, Barack Obama prononce un autre discours devant l'AIPAC à Washington. Dans son allocution, le candidat démocrate réaffirme sa position pro-israélienne à deux égards. D'une part, il soutient que l'identité d'Israël doit rester celle d'un Etat juif, sous-entendant ainsi l'impossibilité d'un « droit au retour » pour les populations palestiniennes. D'autre part, il aborde la question de Jérusalem en affirmant qu'elle doit rester unifiée et demeurer la capitale d'Israël⁶⁸, des propos qui font réagir le président palestinien Mahmoud Abbas⁶⁹.

Toutefois, Barack Obama précise dans son discours que la solution des deux Etats est la seule option viable : un Etat palestinien au territoire continu et cohérent qui laisserait à l'Etat israélien des frontières reconnues et défendables⁷⁰.

Cet écart entre la position du candidat démocrate et celle qu'adoptera le président Obama une fois entré en fonction peut paraître surprenant au premier abord. Toutefois, il faut garder en mémoire que l'électorat pro-israélien constitue un groupe influent dans certains Etats stratégiques en terme de grands électeurs comme la Floride ou l'Etat de New York, justifiant ainsi l'importance pour tout candidat à la Maison Blanche de séduire cette partie de l'électorat américain⁷¹. En outre, la plupart des éléments mentionnés dans ce point provient de discours prononcés devant des organisations pro-israéliennes comme l'AIPAC. Il n'est donc pas surprenant de voir Barack Obama prendre un point de vue différent de celui qu'il adoptera durant les premiers mois de son mandat.

⁶⁶ COPPOLANI Antoine, « Chapitre 2. La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », *op. cit.*, p. 65.

⁶⁷ SPITAEELS Guy, *op. cit.*, p. 185.

⁶⁸ Transcript: Obama's Speech at AIPAC, NPR, 4 June 2008.

<https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=91150432&t=1648720980809> [consulté le 31 mars 2022].

⁶⁹ SPITAEELS Guy, *op. cit.*, p. 186.

⁷⁰ COPPOLANI Antoine et HUREL Tristan, « Histoire et caractéristiques de la relation israélo-américaine », dans *Diplomatie*, 2015, n° 75, p. 70.

⁷¹ *Idem*, p. 65.

Par ailleurs, il écarte, le temps de la campagne, certains de ses proches conseillers comme Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Carter, et Robert Malley, ancien conseiller de Bill Clinton. Les deux hommes sont mis à l'écart au profit de Dennis Ross, plus favorable à Israël et dont les liens avec l'AIPAC sont notoires⁷².

C. Une volonté de rupture

L'arrivée de Barack Obama à la Maison Blanche en janvier 2009 suscita un espoir important auprès d'une large frange de la population. Il apparaissait en effet comme celui qui s'opposait à la politique de son prédécesseur George W. Bush.

Au niveau individuel, il avait prononcé un discours dans lequel il s'opposait à la guerre en Irak qu'il considérait alors comme une guerre d'agression lorsqu'il était sénateur de l'Illinois⁷³. En tant que candidat, il s'était illustré en promettant la fermeture de la prison de Guantanamo, un centre de détention qui symbolisait pour beaucoup l'illégitimité des moyens utilisés par l'administration Bush pour mener sa guerre contre le terrorisme⁷⁴. En outre, Barack Obama apparaissait comme le premier président noir des Etats-Unis. Pour beaucoup d'Afro-Américains, son élection le 4 novembre 2008 constituait un moment historique pour un pays qui luttait encore contre son passé teinté de racisme et d'esclavagisme. Pour d'autres, c'était moins la victoire d'un candidat noir que l'avènement d'une nouvelle ère marquée par le triomphe de l'unicité de l'individu sur les cadres sociétaux rigides. Pour le dire autrement, cette nouvelle ère devait être celle où les gens seraient évalués à l'aune de leur personnalité plutôt que stigmatisés sur la base de leur couleur de peau⁷⁵.

Au niveau administratif, la nouvelle équipe d'Obama entendait en finir avec les manigances de la précédente administration qui pratiquait la surveillance illégale de ses propres citoyens et la torture de prisonniers⁷⁶. A la place, Barack Obama affirmait au contraire vouloir revenir à une présidence conforme à la loi plutôt qu'en infraction avec celle-ci⁷⁷.

⁷² SPITAEELS Guy, *op. cit.*, p. 186.

⁷³ Transcript: Obama's Speech Against The Iraq War (2 October 2002), NPR, 20 January 2009. <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=99591469> [consulté le 5 avril 2022].

⁷⁴ KROES Rob, *op. cit.*, p. 30.

⁷⁵ HICKEY Dennis, "From Marginal to Mainstream: Barack Hussein Obama and the Enigma of American Identity", dans SCOTT-SMITH Giles (éd.), *Obama, US politics, and transatlantic relations: change or continuity?*, Brussels, Lang, 2012, p. 39.

⁷⁶ MCCALL-SMITH Kasey L., "Keeping promises? Obama and human rights", dans SCOTT-SMITH Giles (éd.), *Obama, US politics, and transatlantic relations: change or continuity?*, Brussels, Lang, 2012, p. 260.

⁷⁷ KROES Rob, *op. cit.*, p. 30-31.

3.2. Vent d'espoir en début de présidence

Outre sa volonté de se démarquer de l'administration précédente, Barack Obama souhaita également adopter une approche équitable concernant le conflit israélo-palestinien et la question des colonies. Son élection le 4 novembre 2008 suscita dès lors un vent d'espoir concernant la résolution du conflit, tant dans le camp israélien que palestinien. En effet, diverses raisons pouvaient légitimement laisser espérer une avancée voire une résolution du conflit.

Tout d'abord, Barack Obama s'était montré assez proche de certains intellectuels palestiniens comme Edward Saïd et possédait lui-même certains liens de parenté avec des musulmans.

En outre, il dégagait l'image d'un personnage modéré et désireux de protéger les faibles et les plus démunis. Pour le financement de sa campagne, il s'était d'ailleurs appuyé sur les contributions de petits donateurs plutôt que sur celles de grandes sociétés, pour coller à cette image de défenseur des plus démunis⁷⁸.

Enfin, Obama possédait une grande connaissance du conflit israélo-palestinien puisqu'il l'avait étudié sur les bancs du Collège occidental de Pasadena (Los Angeles)⁷⁹.

Ces différentes raisons pouvaient laisser espérer une approche équitable du conflit de la part de Barack Obama. Sur la question de la colonisation israélienne en Cisjordanie, George W. Bush avait adopté une approche davantage pro-israélienne en reconnaissant à Israël le droit de s'établir dans les territoires occupés⁸⁰.

Dès le début de son mandat, le nouveau président américain cherche à adopter une attitude portée vers le compromis et vers une résolution pacifique du conflit par la voie de la négociation. Dans cette optique, il prend contact avec différents chefs d'Etats du Moyen-Orient pour leur signifier son engagement vers une résolution du conflit. En effet, l'une de ses

⁷⁸ FARDJAOUI Boualem, « Le bilan d'Obama au Moyen-Orient au regard de la presse arabe, de l'espoir à la déception », dans EPPREH-BUTET Raphaël, *Barack Obama à la présidence des Etats-Unis. Un bilan*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 167.

⁷⁹ Durant ses études au Collège occidental, Barack Obama préconisait déjà l'inclusion des Palestiniens dans le processus de paix. TERRY Janice J., "Unrequited hope: Obama and Palestine", dans *Arab studies quarterly*, t. 39, 2017, n° 3, p. 897.

⁸⁰ George W. Bush expose cette position dans une lettre adressée au Premier ministre israélien Ariel Sharon en avril 2004. FREEDMAN Robert O., "The Obama legacy in the Middle East and the Trump challenge", dans *India Quarterly*, t. 73, 2017, n° 2, p. 244.

premières actions en tant que nouveau président est d'appeler le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, le Premier ministre israélien Ehud Olmert, le président égyptien Hosni Moubarak et le Roi Abdallah II de Jordanie⁸¹.

Le 22 janvier 2009, soit deux jours après son entrée en fonction, Barack Obama nomme le démocrate George Mitchell négociateur pour la paix au Moyen-Orient⁸². La nomination de cet ancien sénateur américain à ce poste d'envoyé spécial ne doit rien au hasard. D'une part, Mitchell est un Américain d'origine arabe⁸³ qui possède des connaissances pointues sur la région. Sous l'administration Bush, il avait d'ailleurs écrit un rapport appelant au gel des constructions israéliennes dans les territoires occupés⁸⁴. D'autre part, George Mitchell avait déjà été impliqué, en tant qu'envoyé spécial américain, dans la résolution d'un conflit particulièrement sensible à la fin du siècle dernier. Il avait en effet participé aux négociations de paix délicates entre catholiques et protestants en Irlande du Nord, négociations qui avaient fini par aboutir aux accords dits du Vendredi Saint de 1998. Pour résoudre ce conflit, il avait imposé aux belligérants un calendrier strict et défini: la fin des hostilités, le respect de la démocratie et l'intégration des groupes considérés comme illégitimes ou terroristes⁸⁵. Son rôle actif dans ce processus de paix lui avait d'ailleurs valu plusieurs distinctions.

C'est un procédé similaire que George Mitchell va appliquer au cas israélo-palestinien. En effet, il propose aux deux camps un plan clair et précis en demandant au camp palestinien l'arrêt de toute activité terroriste et au camp israélien le gel de la colonisation. Cependant, cette méthode, qui avait fait ses preuves au siècle dernier en Irlande du Nord, ne fonctionnera pas dans le cadre de ce conflit. Devant le refus constant des Israéliens d'arrêter le processus de colonisation et son impuissance à convaincre le président Obama de prendre des décisions contraignantes contre Israël, Mitchell donnera sa démission le 13 mai 2011⁸⁶.

⁸¹ TERRY Janice J., *op. cit.*, p. 897.

⁸² BENSIMON Jean-Pierre, « La relation israélo-américaine et la présidence Obama », dans *Controverses*, n° 10, p. 310-311.

⁸³ Sa mère est libanaise et son père d'origine irlandaise. COPPOLANI Antoine, « Chapitre 2. La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », *op. cit.*, p. 71.

⁸⁴ TERRY Janice J., *op. cit.*, p. 897.

⁸⁵ FARDJAOUI Boualem, *op. cit.*, p. 167.

⁸⁶ *Idem*, p. 168-169.

A. Le discours du Caire

Dans l'optique de tourner la page sur les huit années de la présidence Bush qui avaient considérablement terni l'image de l'Amérique auprès des populations du Moyen-Orient et de promouvoir une réconciliation avec le monde musulman, Barack Obama se rendit deux fois au Moyen-Orient au début de son mandat mais ne fit pas escale en Israël. En avril 2009, il effectua sa première visite en Turquie. Deux mois plus tard, il se rendit en Egypte. Il n'alla d'ailleurs pas en Israël durant son premier mandat, semblant estimer que, pour mettre en place une approche équitable de la question israélo-palestinienne et faciliter la réconciliation avec le monde musulman, il était nécessaire de se distancier quelque peu de l'allié israélien⁸⁷.

Lors de sa visite officielle en Egypte au mois de juin 2009, il prononça à l'Université du Caire un discours resté célèbre. Ce dernier reste à ce jour la déclaration la plus favorable de la part d'un président américain en exercice envers le monde musulman⁸⁸. Le titre-même du discours, "*A New Beginning*", résumait déjà la philosophie du message que le président des Etats-Unis désirait transmettre au monde musulman. Dans son discours, le président américain entendait ainsi envoyer un message clair aux populations du monde musulman⁸⁹ :

*"I've come here to Cairo to seek a new beginning between the United States and Muslims around the world, one based on mutual interest and mutual respect, and one based upon the truth that America and Islam are not exclusive, and need not be in competition. Instead, they overlap, and share common principles-principles of justice and progress; tolerance and the dignity of all human beings."*⁹⁰

Mais au-delà des principes évoqués dans son discours, tels que respect mutuel et justice, Barack Obama chercha à montrer que l'Islam faisait partie de l'Amérique, comme l'atteste la présence de sept millions de Musulmans sur le sol américain⁹¹. Lorsqu'il évoqua la violence qui traversait le monde musulman, il ne prononça jamais les mots « terrorisme islamiste », privilégiant plutôt ceux d'« extrémisme violent ». Il veilla en outre à distinguer clairement ces

⁸⁷ GILBOA Eytan, "Obama in Israel: Fixing American-Israeli Relations", dans *Israel Journal of Foreign Affairs*, t. 7, 2013, n° 2, p. 20.

⁸⁸ RUEBNER John, "Obama's Legacy on Israel/Palestine", dans *Journal of Palestine Studies*, t. 46, 2016, n° 1, p. 51-52.

⁸⁹ GERGES Fawaz A., *op. cit.*, p. 303. GILBOA Eytan, *op. cit.*, p. 19-20.

⁹⁰ *Text: Obama's Speech in Cairo*, The New York Times, 4 June 2009.

<https://www.nytimes.com/2009/06/04/us/politics/04obama.text.html> [consulté le 15 février 2022].

⁹¹ GERGES Fawaz A., *op. cit.*, p. 303.

formes de violence qui constituent des phénomènes minoritaires en regard du monde musulman dont la majorité de ses habitants partage des valeurs et des principes communs à l'Amérique⁹².

Dans la suite de son allocution, le président américain rappela la force des liens indéfectibles qui unissaient son pays à Israël et les persécutions que le peuple juif avait endurées tout au long des siècles. Toutefois, il replaça la création de l'Etat d'Israël dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, omettant ainsi de souligner que la présence juive en Israël remontait à plusieurs millénaires⁹³.

En outre, il insista sur les souffrances du peuple palestinien et l'humiliation qu'engendrait pour eux l'occupation de la Cisjordanie par les colons israéliens:

*“For more than sixty years they’ve endured the pain of dislocation. Many wait in refugee camps in the West Bank, Gaza, and neighboring lands for a life of peace and security that they have never been able to lead.”*⁹⁴

*“America will not turn our backs on the legitimate Palestinian aspiration for dignity, opportunity, and a state of their own.”*⁹⁵

Le ton du discours d'Obama consterna la population israélienne tant y transparaissait une volonté de traiter les deux camps, israélien et palestinien, d'égal à égal, en dépit des liens historiques qui unissaient les Etats-Unis et Israël. Dans son allocution, il évoquait en effet sa volonté d'arriver à une solution à deux Etats, l'un israélien et l'autre palestinien, pourvu que les deux parties s'engagent à prendre des dispositions dans cette direction, c'est-à-dire que les Palestiniens s'engagent à renoncer à toute forme de résistance par la violence et que les Israéliens cessent de construire des logements pour les colons en Cisjordanie⁹⁶ :

⁹² EL OIFI Mohammed, « Que reste-t-il de « l'esprit du Caire » : la réception du discours d'Obama par les opinions publiques dans le monde arabe », dans *L'Harmattan*, t. 3, 2010, n° 18, p. 46.

⁹³ VAISSE Justin, *op. cit.*, p. 61-62.

⁹⁴ *Text: Obama's Speech in Cairo, op. cit.*

⁹⁵ *Idem*

⁹⁶ KROES Rob, *op. cit.*, p. 28 et 38.

“The only resolution is for the aspirations of both sides to be met through two states, where Israelis and Palestinians each live in peace and security.”⁹⁷

“Palestinians must abandon violence. Resistance through violence and killing is wrong and it does not succeed.”⁹⁸

“At the same time, Israelis must acknowledge that just as Israel’s right to exist cannot be denied, neither can Palestine’s. The United States does not accept the legitimacy of continued Israeli settlements. [...] It is time for these settlements to stop.”⁹⁹

B. Réception de ce discours

Malgré une volonté évidente de montrer aux populations musulmanes une nouvelle image de l’Amérique, il apparaît que l’audience vers laquelle était orienté le discours, à savoir l’opinion publique musulmane, se montra peu réceptive au discours de Barack Obama.

Certains éditorialistes affichèrent leur scepticisme quant aux intentions du président américain, soutenant que les liens entre Israël et les Etats-Unis étaient institutionnellement trop ancrés pour que la politique d’un président puisse modifier cette structure¹⁰⁰.

D’autres mirent en avant que ces belles paroles devraient être rapidement accompagnées d’actes concrets, sous peine de rester des paroles creuses. Ils ne doutaient pas des bonnes intentions du président américain mais soulignaient la nécessité pour lui d’adopter une politique cohérente si sa volonté était bien de tendre un rameau d’olivier au monde musulman¹⁰¹.

De manière générale, certains journalistes palestiniens constatèrent, un an après le discours du Caire, l’échec du projet d’Obama visant à changer la perception que les populations musulmanes avaient des Etats-Unis. Ils regrettèrent en outre le retour à une politique américaine visant la stabilité par un soutien au pouvoir dictatorial en place dans certains pays, notamment l’Egypte, politique que les Etats-Unis avaient déjà mise en place durant la Guerre Froide¹⁰².

⁹⁷ *Text: Obama’s Speech in Cairo, op. cit.*

⁹⁸ *Idem*

⁹⁹ *Idem*

¹⁰⁰ Cet argument est notamment mis en avant par l’éditorialiste palestinien Bilal al-Hassan. EL OIFI Mohammed, *op. cit.*, p. 49-50.

¹⁰¹ Cette évaluation du discours provient du rédacteur en chef palestinien du journal *al-Quds al-Arabi*. *Idem*, p. 49-51.

¹⁰² *Idem*, p. 52-53.

3.3. Un mandat entre hésitation et espoir

Malgré la volonté affichée par l'administration Obama d'arriver à une solution à deux Etats, différents paramètres empêchèrent son accomplissement.

A. Une politique maladroite

Durant les premiers mois de son mandat, le président américain adopte une stratégie ambitieuse, que certains, comme Vaïsse, jugent maladroite¹⁰³, par rapport à la colonisation israélienne. En effet, Barack Obama demande aux Israéliens le gel complet des constructions en Cisjordanie comme gage envers les Palestiniens pour pouvoir entamer des négociations directes. Il rencontre d'ailleurs Benjamin Netanyahu le 18 mai 2009 et lui demande un gel complet de la colonisation à cette occasion¹⁰⁴.

A première vue, cette stratégie est solidement réfléchie. Elle permettra tout d'abord de restaurer l'image des Etats-Unis comme arbitre neutre de ce conflit. En outre, elle garantira l'arrêt d'un processus de colonisation considéré par les Nations Unies comme illégal au regard du droit international¹⁰⁵. Enfin, elle favorisera une plus grande coopération de la part des Etats arabes durant le processus de négociation. Barack Obama peut en outre défendre cette idée auprès des Israéliens dans la mesure où il réitère à l'Etat d'Israël la promesse de lui fournir 30 milliards de dollars US d'aide militaire sur 10 ans, promesse qu'il tiendra¹⁰⁶.

En apparence brillante, cette stratégie présente une faiblesse de taille. Pour pouvoir être mise en place, elle nécessite l'accord du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, accord que ce dernier n'entend pas donner, lui qui est revenu au pouvoir en février 2009 avec une coalition qui inclut, outre le parti de droite Likoud, des représentants des colons. Cet épisode constitue donc un sévère échec pour le président américain. Cet échec tient en grande partie au processus de décision, une décision prise non pas par un responsable clairement

¹⁰³ VAÏSSE Justin, *op. cit.*, p. 157-159.

¹⁰⁴ *Ibidem*

¹⁰⁵ À cet égard, plusieurs résolutions des Nations Unies condamnent l'illégalité de la colonisation israélienne dans les territoires occupés, notamment la résolution 446 du Conseil de Sécurité du 22 mars 1979 <http://unscr.com/en/resolutions/doc/446> [consulté le 6 avril 2022] ainsi que la résolution 1515 du Conseil de Sécurité du 19 novembre 2003 <http://unscr.com/en/resolutions/doc/1515> [consulté le 6 avril 2022].

L'édification du mur par Israël en Cisjordanie est également considérée comme illégale au regard du droit international, voir l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice de l'ONU du 9 juillet 2004.

La CIJ déclare l'édification du mur par Israël dans le territoire palestinien occupé, contraire au droit international, Communiqué de presse de la CIJ, 9 juillet 2004. <https://www.un.org/press/fr/2004/CIJ636.doc.htm> [consulté le 2 avril 2022].

¹⁰⁶ VAÏSSE Justin, *op. cit.*, p. 157-159.

identifié comme c'est le cas généralement mais bien par un petit groupe constitué du président Obama, de la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton, de George Mitchell, de Rahm Emmanuel, chef de cabinet de la Maison Blanche, et de Denis McDonough, chef de cabinet du Conseil de sécurité nationale¹⁰⁷.

Malgré leur connaissance certaine du dossier israélo-palestinien et leur proximité avec Israël pour certains d'entre eux, Hillary Clinton et Rahm Emmanuel notamment, aucun des membres de ce groupe n'a la connaissance du terrain requise pour prendre cette décision, connaissance du terrain qui leur aurait permis de discerner la difficulté, voire l'impossibilité, de convaincre Benjamin Netanyahu de mettre en pratique une telle proposition¹⁰⁸.

A cette époque, environ 450 000 Israéliens vivent dans les territoires occupés, un nombre en constante augmentation depuis la fin de la guerre israélo-arabe de 1967¹⁰⁹. Depuis cette date, aucun gouvernement israélien n'a ordonné un arrêt des constructions. Dès lors, demander au président du Likoud Benjamin Netanyahu, en faveur de la poursuite de la colonisation, de prendre une telle décision semble audacieux voire même irréalisable, lui qui vient de revenir au pouvoir avec une coalition notamment composée de représentants de colons¹¹⁰.

En outre, Rahm Emmanuel pense pouvoir faire pression sur Netanyahu sur cette question de la colonisation. Selon Emmanuel qui a servi dans l'Armée de défense d'Israël au cours de la première guerre du Golfe, la société israélienne modérée rejette le processus de colonisation pour les risques qu'il fait peser sur la sécurité d'Israël et pour l'immoralité que constitue l'occupation d'une terre étrangère. Cependant, Emmanuel omet de prendre en compte que la société israélienne a bien changé depuis les années 1990, une société israélienne qui semble désormais approuver, ou du moins s'être faite à l'idée de la réalité de la colonisation¹¹¹.

¹⁰⁷ *Idem*, p. 160-161.

¹⁰⁸ *Ibidem*

¹⁰⁹ WILSON Scott, *Obama searches for Middle East peace*, The Washington Post, 14 July 2012. https://www.washingtonpost.com/politics/obama-searches-for-middle-east-peace/2012/07/14/gJQAQQiKIW_story.html [consulté le 5 avril 2022].

¹¹⁰ *Idem*

¹¹¹ *Idem*

B. Des discours porteurs d'espoir

Ayant lancé une dynamique de discussions favorables lors de sa rencontre avec Benjamin Netanyahu et avec sa promesse de 30 milliards de dollars US en échange du gel complet des installations israéliennes en Cisjordanie, Barack Obama prononce en juin 2009 son fameux discours au Caire. Comme mentionné précédemment, l'objectif de ce discours est clair. Il s'agit pour le président Obama d'améliorer les relations entre l'Amérique et le monde musulman en promouvant une nouvelle image des Etats-Unis au Moyen-Orient¹¹².

Le 23 septembre 2009, le président Obama prononce devant l'Assemblée générale de l'ONU un autre discours dans lequel il rappelle son engagement à résoudre le conflit israélo-palestinien par la voie de la négociation et souligne la ferme opposition des Etats-Unis à la colonisation israélienne :

*"[...] the goal is clear: two states living side by side in peace and security - a Jewish state of Israel, with true security for all Israelis; and a viable, independent Palestinian state with contiguous territory [...]"*¹¹³

*"[...] we continue to emphasize that America does not accept the legitimacy of continued Israeli settlements."*¹¹⁴

C. Moratoire et reprise des constructions

Deux mois plus tard, le 25 novembre 2009, les Américains obtiennent le gel complet de toutes les constructions en Cisjordanie, mais pour une période de 10 mois seulement. Ce gel n'est cependant pas tout à fait complet puisqu'il ne s'applique pas aux quartiers juifs de Jérusalem-Est ainsi qu'à 3000 bâtiments en cours de construction¹¹⁵. C'est précisément en raison de ces exceptions que le président palestinien Mahmoud Abbas, à qui un gel complet de la colonisation a été promis, refuse d'entamer des négociations.

Pour relancer la négociation, George Mitchell propose de mettre en place en mai 2010 une technique appelée « pourparlers de proximité ». Cette technique consiste à faire la navette entre deux camps qui ne veulent plus se rencontrer pour avancer malgré tout dans les

¹¹² SHIVELY Jacob, *Hope, change, pragmatism: analyzing Obama's grand strategy*, New York, Palgrave MacMillan, 2016, p. 32.

¹¹³ *Remarks by the President to the United Nations General Assembly*, The White House, 23 September 2009. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-united-nations-general-assembly> [consulté le 2 avril 2022].

¹¹⁴ *Idem*

¹¹⁵ TERRY Janice J., *op. cit.*, p. 898.

négociations. Mitchell avait déjà utilisé ce procédé, avec succès, en Irlande du Nord. En marge de cette nouvelle dynamique insufflée aux négociations, des constructions supplémentaires sont autorisées dans Jérusalem-Est le 9 mars 2010, au moment où le vice-président américain Joe Biden se trouve en Israël pour une visite officielle. Cette décision du gouvernement israélien est considérée comme une provocation pour les Américains et un affront personnel pour le vice-président que Barack Obama avait envoyé en Israël pour tenter de raffermir les relations israélo-américaines¹¹⁶. Les relations entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu se détériorent encore davantage à la suite de cet épisode qui met un sérieux frein aux pourparlers de proximité¹¹⁷.

Ce n'est qu'en septembre 2010, près de 6 mois plus tard, qu'une nouvelle rencontre entre Benjamin Netanyahu et Mahmoud Abbas est organisée à la Maison Blanche, en présence du président égyptien Moubarak et du Roi Abdallah II de Jordanie. Cette reprise du dialogue entre Israéliens et Palestiniens constitue une petite victoire pour le président américain et c'est avec cet espoir renouvelé d'une résolution du conflit que Barack Obama prend la parole à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies le 23 septembre 2010. Il y enjoint les Israéliens à prolonger le moratoire, ce qui pourrait permettre de trouver un accord avec la Palestine et d'accueillir cette dernière aux Nations Unies dans un an.

*"And our position on this issue is well known.
We believe that the moratorium should be extended."*¹¹⁸

*"This time we should reach for what's best within ourselves. If we do, when we come back here next year, we can have an agreement that will lead to a new member of the United Nations - an independent, sovereign state of Palestine, living in peace with Israel."*¹¹⁹

Cependant, en dépit de cet optimisme, les négociations s'enlisent et la coalition de Benjamin Netanyahu refuse de prolonger le moratoire. Cela porte un coup fatal aux négociations et signe une défaite pour l'administration Obama qui décide alors de s'activer, en

¹¹⁶ BRONNER Ethan, *As Biden visits, Israel unveils plan for new settlements*, The New York Times, March 9, 2010. <https://www.nytimes.com/2010/03/10/world/middleeast/10biden.html>

¹¹⁷ VAÏSSE Justin, *op. cit.*, p. 163.

¹¹⁸ *Remarks by the President to the United Nations General Assembly*, The White House, 23 September 2010. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/09/23/remarks-president-united-nations-general-assembly> [consulté le 3 avril 2022].

¹¹⁹ *Idem*

vue des élections de mi-mandat qui se profilent, sur des programmes de politique intérieure comme celui des soins de santé, dont les chances de succès sont plus grandes¹²⁰.

Début novembre 2010, ont lieu aux Etats-Unis les élections de mi-mandat. Les Républicains conquièrent 63 sièges à la Chambre des Représentants, ce qui leur donne une nette majorité dans l'hémicycle. Au Sénat, les Démocrates perdent six sièges mais conservent une courte majorité. Cette nouvelle donne de politique intérieure complique les affaires du président qui peut plus difficilement obtenir des financements dans ses différents dossiers de politique étrangère¹²¹. Combinées à l'éclosion du printemps arabe en décembre 2010, ces élections de mi-mandat contribuent à faire passer au second plan le dossier israélo-palestinien et la question de la colonisation israélienne en Cisjordanie.

D. Le printemps arabe

a) L'élément déclencheur

Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi s'immole par le feu devant le siège du gouvernorat de Sidi Bouzid, au centre de la Tunisie. Par cet acte, il exprime tout son désespoir face aux abus dont il est victime de la part des forces de l'ordre et face à la dégradation de son statut socio-économique¹²². Cet événement déclenche manifestations et protestations qui dépasseront rapidement les frontières de la Tunisie pour se muer en un gigantesque mouvement de révolte populaire. Ce mouvement gagnera l'ensemble des pays arabes et recevra la dénomination de « printemps arabe »¹²³.

b) Réaction américaine : deux cas concrets

Face à ces bouleversements qui interviennent dans certains pays arabes, l'administration Obama est forcée de réagir, notamment concernant la situation en Tunisie et en Egypte où les régimes pro-américains de Zine El-Abidine Ben Ali et d'Hosni Moubarak sont sous pression¹²⁴.

¹²⁰ VAÏSSE Justin, *op. cit.*, p. 164-165. TERRY Janice J., *op. cit.*, p. 898.

¹²¹ VAÏSSE Justin, *op. cit.*, p. 55.

¹²² AIT-CHAALAL Amine, « Les États-Unis face au « printemps arabe » : mise en perspective à partir des révolutions tunisienne et égyptienne », dans *Alternatives Sud*, t. 19, 2012, n° 2, p. 189.

¹²³ BEN BARKA Mokhtar, "The Obama administration's policy toward the Middle East and the Arab Democratic Transition", dans EPPREH-BUTET Raphaël, *Barack Obama à la présidence des Etats-Unis. Un bilan*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 179.

¹²⁴ Ces deux régimes sont dits « pro-américains » dans la mesure où ils combattent tous deux le terrorisme et s'intègrent, de ce fait, dans la stratégie de politique étrangère américaine.

La situation en Tunisie est toutefois complexe à appréhender pour l'administration Obama qui fait face à un dilemme : soutenir le mouvement démocratique au risque de le disqualifier en le faisant apparaître comme dirigé de l'étranger ou rester dans une position attentiste et prêter le flanc à la critique pour n'avoir pas appliqué les principes de défense de la démocratie énoncés dans le discours du Caire en juin 2009. Toutefois, l'attitude du président Ben Ali, qui se maintient au pouvoir en réprimant violemment les manifestations, résout le dilemme puisqu'elle décide les Etats-Unis à lâcher un allié devenu difficile à défendre. Le 14 janvier 2011, le président tunisien quitte le pouvoir¹²⁵.

En Egypte, des manifestations ont lieu à partir du 25 janvier 2011 et, rapidement, l'administration Obama se rend compte qu'Hosni Moubarak ne pourra pas rester au pouvoir. Etant donné l'importance stratégique et militaire de l'Egypte pour les Etats-Unis, l'administration Obama milite pour une transition bien ordonnée du pouvoir. Le 11 février 2011, Hosni Moubarak démissionne.

Les événements dans deux pays différents illustrent bien la difficulté pour l'administration Obama de se positionner face à ces mouvements populaires. En outre, ces événements sont aussi illustratifs de l'énergie déployée par cette administration, une énergie et une attention qu'elle ne peut donc plus accorder au conflit israélo-palestinien et à la question de la colonisation en particulier.

c) Conséquence du printemps arabe pour Israël

Le printemps arabe va diviser les Etats-Unis et Israël. En effet, là où les Américains, après avoir brièvement soutenu les dirigeants comme leur allié égyptien Hosni Moubarak, se rangeront dans le camp des révolutions populaires et soutiendront le processus démocratique, l'Etat juif, par peur du changement que ces révolutions populaires occasionneraient dans la région, optera pour le pouvoir autocrate, synonyme de stabilité pour l'élite politique et militaire israélienne¹²⁶.

Concernant l'Egypte, la démission du président Hosni Moubarak le 11 février 2011 préoccupait beaucoup les Israéliens. En effet, ceux-ci perçurent, avec la chute du président

¹²⁵ AIT-CHAALAL Amine, « Les États-Unis face au « printemps arabe » : mise en perspective à partir des révolutions tunisienne et égyptienne », *op. cit.*, p. 198-200.

¹²⁶ WAXMAN Dov, *op. cit.*, p. 81-82. SHLAIM Avi, « Israël, les Etats-Unis et le printemps arabe », dans *Mouvements*, t. 66, 2011, n° 2, p. 139.

égyptien et l'arrivée au pouvoir de mouvements islamistes, la possibilité d'une rupture du traité de paix entre les deux pays et d'une réouverture du front sud qui avait été fermé avec les accords de Camp David¹²⁷.

E. Un retrait au second plan

A partir des élections de mi-mandat et du printemps arabe et jusqu'à la fin du premier mandat du président Obama, le dossier israélo-palestinien fut relégué au second plan. L'administration Obama essaya de minimiser l'importance de ce dossier et de rassurer l'électorat pro-israélien américain en vue des élections présidentielles de 2012. C'est par ce prisme qu'il faut analyser les événements suivants de l'année 2011 : l'absence de condamnation américaine de la poursuite des constructions israéliennes en Cisjordanie d'une part et la menace de veto à toute tentative palestinienne d'accéder à l'ONU en tant qu'Etat à part entière d'autre part¹²⁸.

a) L'absence de condamnation de la poursuite de la colonisation

Le 18 février 2011, les 15 États composant le Conseil de Sécurité se réunirent afin de voter pour ou contre le projet de résolution, porté par 123 pays, qui considérait comme illégal l'établissement de colonies israéliennes en Cisjordanie et qui enjoignait Israël à cesser toutes ses activités de colonisation dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, en ce compris Jérusalem-Est¹²⁹.

Tous les membres du Conseil de Sécurité votèrent en faveur du projet de résolution sauf les États-Unis. Susan Rice, l'ambassadrice américaine à l'ONU, souligna que ce veto ne devait pas être compris comme une forme de soutien au processus de colonisation en cours en Cisjordanie. Au contraire, précise-t-elle :

¹²⁷ STEPHENS Elizabeth, *op. cit.*, p. 42-43.

¹²⁸ KURTZER Daniel, *op. cit.*, p. 44-45.

¹²⁹ AFP, *Colonies israéliennes: veto américain à une résolution arabe à l'ONU*, RTBF : Monde, 18 février 2011. <https://www.rtbf.be/article/colonies-israeliennes-veto-americain-a-une-resolution-arabe-a-l-onu-5640523> [consulté le 4 avril 2022].

*“On the contrary, we reject in the strongest terms the legitimacy of continued Israeli settlement activity [...] Continued settlement activity violates Israel’s international commitments, devastates trust between the parties, and threatens the prospects for peace...”*¹³⁰

Elle justifia ce veto en soutenant que ce projet de résolution était contre-productif dans la perspective de la résolution pacifique du conflit au motif que, si ce projet de résolution avait été adopté, il aurait pu encourager les parties à rester en dehors de la négociation¹³¹.

L’enjeu derrière ce veto, le premier au Conseil de Sécurité depuis l’arrivée au pouvoir de Barack Obama, était d’une importance considérable pour les USA. Jusqu’au dernier moment précédent le vote, les USA ont tenté de dissuader les Palestiniens de procéder au vote. Pour l’administration Obama, il s’agissait d’éviter un vote, dans la mesure où il était clair qu’opposer un veto à un tel projet de résolution porterait atteinte à l’image de l’Amérique dans le monde musulman, un monde musulman confronté depuis deux mois à des manifestations aux aspirations démocratiques¹³².

Cet épisode onusien de février 2011 constitua un dilemme pour l’administration Obama : mettre son veto et ainsi miner sa crédibilité internationale en donnant l’impression de cautionner la colonisation israélienne ou approuver le projet de résolution et se mettre à dos une bonne partie de l’électorat pro-israélien en Amérique. La décision d’opter pour le veto témoigne de la nécessité pour l’administration Obama de rassurer son électorat pro-israélien, un électorat qui avait massivement voté pour le candidat démocrate aux élections présidentielles de 2008.

Sept mois plus tard, le 21 septembre 2011, Barack Obama prononça devant l’Assemblée générale de l’ONU un discours qui exemplifiait tout à fait sa politique de limitation des dégâts. Dans celui-ci, il proclama sa volonté de parvenir à un accord par un processus de négociation qui était la seule option viable. Mais il souligna que cet accord devait être atteint par les Israéliens et les Palestiniens eux-mêmes¹³³.

¹³⁰ *United States vetoes Security Council resolution on Israeli settlements*, 18 February 2011. <https://news.un.org/en/story/2011/02/367082-united-states-vetoes-security-council-resolution-israeli-settlements> [consulté le 4 avril 2022].

¹³¹ RUEBNER J., *op. cit.*, p. 56.

¹³² AFP, *Colonies israéliennes: veto américain à une résolution arabe à l'ONU*, *op. cit.*

¹³³ *Remarks by President Obama in Address to the United Nations General Assembly*, 21 September 2011. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/09/21/remarks-president-obama-address-united-nations-general-assembly> [consulté le 6 avril 2022].

A l'inverse du discours qu'il prononça à l'Université du Caire en 2009, il tenta également de rassurer l'électorat pro-israélien américain. Il évoqua les dangers sécuritaires qui guettaient Israël, qu'il qualifia de terre natale historique du peuple juif, et sembla sous-entendre que les problèmes sécuritaires d'Israël surpassaient la volonté des Palestiniens d'arriver à l'auto-détermination¹³⁴. En renouvelant ses gages d'amitié envers Israël et en lui témoignant un soutien sans faille, Barack Obama présenta ainsi une vision de la question israélo-palestinienne significativement différente de celle qu'il avait exposée au Caire deux ans auparavant.

b) La menace de veto pour l'accès de la Palestine à l'ONU

Toujours en septembre 2011, Washington menaçait aussi d'opposer un autre veto si une résolution proposant l'accès de la Palestine au statut d'État membre à part entière aux Nations Unies était portée devant le Conseil de Sécurité.

Voyant les tentatives de pourparlers s'enliser et la colonisation israélienne se poursuivre avec la fin du moratoire sur les constructions en septembre 2010, le président palestinien Mahmoud Abbas projetait en effet de déposer en septembre 2011 la candidature de la Palestine pour devenir un État membre à part entière de l'ONU. Les gouvernements américain et israélien avaient publiquement rejeté l'idée et regretté ce qu'ils considéraient comme une provocation contre-productive dans un processus de paix déjà fragile¹³⁵.

Pour faire avancer la candidature palestinienne aux Nations Unies, il fallait cependant un vote favorable au sein du Conseil de Sécurité (avec un minimum de 9 voix sur 15) avant qu'un vote définitif à l'Assemblée générale n'entérine le projet. Cependant, les États-Unis avaient déjà annoncé qu'en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité, ils opposeraient leur veto si la proposition palestinienne était déposée devant le Conseil de Sécurité. Cette menace américaine ne dut cependant jamais être mise à exécution puisque le projet de candidature ne fut jamais déposé par la Palestine¹³⁶.

¹³⁴ VAÏSSE Justin, *op. cit.*, p. 165-166. GERGES Fawaz A., *op. cit.*, p. 313.

¹³⁵ VAN LEEUWEN Marianne, "The United States and Europe in the Middle East", dans SCOTT-SMITH Giles (éd.), *op. cit.*, p. 105.

¹³⁶ ONU - *Le Conseil de sécurité a examiné la candidature palestinienne*, 04 novembre 2011 https://www.lepoint.fr/monde/ONU-le-conseil-de-securite-a-examine-la-candidature-palestinienne-04-11-2011-1392450_24.php [Consulté le 25 avril 2022].

La Palestine remet au chef de l'ONU sa demande d'adhésion aux Nations Unies. ONU Info. 23 septembre 2011. <https://news.un.org/fr/story/2011/09/228162-la-palestine-remet-au-chef-de-lonu-sa-demande-dadhesion-aux-nations-unies> [Consulté le 25 avril 2022].

VAN LEEUWEN Marianne, "The United States and Europe in the Middle East", dans SCOTT-SMITH Giles (éd.), *op. cit.*, p. 105.

Cette volonté palestinienne d'accéder au statut de membre des Nations Unies illustre deux perceptions concernant le conflit israélo-palestinien. D'une part, les Palestiniens ne croient pas en la poursuite des négociations de paix tant que Benjamin Netanyahu est au pouvoir. D'autre part, ils mettent en doute la capacité et la volonté de Barack Obama à faire pression sur son allié israélien en vue d'obtenir un arrêt de la colonisation, condition *sine qua non* posée par les Palestiniens pour reprendre les négociations¹³⁷.

c) Lots de consolation pour la Palestine

Comme lots de consolation, la Palestine fut admise au sein de l'Unesco le 31 octobre 2011 en tant que membre à part entière. Cette nouvelle fut accueillie froidement par les Américains qui suspendirent un versement de 60 millions de dollars à l'organisation, eux qui assurent près d'un quart de son budget. Israël prit la même décision¹³⁸.

Un an plus tard, la Palestine reçut le statut d'État observateur aux Nations Unies en novembre 2012¹³⁹. Lors du vote le 29 novembre 2012, 138 États se prononcèrent en faveur de ce nouveau statut pour la Palestine, neuf États votèrent contre, dont les USA, et 41 États s'abstinrent¹⁴⁰.

Pour la Palestine, ce vote constitua une victoire diplomatique majeure. Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas promit de ranimer les négociations avec Israël à la suite du vote. Dans le camp israélien, cette annonce de l'accession de la Palestine au statut d'Etat observateur de l'ONU fut mal accueillie. Le Premier ministre Netanyahu affirma que cette décision ne changerait rien sur le terrain et annonça de possibles représailles. Au-delà de la décision en elle-même, l'enjeu est grand pour la Palestine puisque ce nouveau statut lui permet de poursuivre Israël devant la Cour internationale de Justice, une possibilité à laquelle Mahmoud Abbas n'a pas fait allusion dans ses déclarations¹⁴¹.

¹³⁷ KURTZER Daniel, *op. cit.*, p. 38.

¹³⁸ AFP, *La Palestine devient membre à part entière de l'Unesco*, Le Monde, 31 octobre 2011.
https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/10/31/l-unesco-se-prononce-sur-la-demande-d-adhesion-de-l-autorite-palestinienne_1596258_3218.html [consulté le 6 avril 2022].

¹³⁹ RUEBNER J., *op. cit.*, p. 57.

¹⁴⁰ AFP, *La Palestine devient État observateur à l'ONU*, Le Figaro, 29 novembre 2011.
<https://www.lefigaro.fr/international/2012/11/29/01003-20121129ARTFIG00805-la-palestine-devient-etat-observateur-a-l-onu.php> [consulté le 6 avril 2022].

¹⁴¹ *Idem*

4. Trois facteurs pouvant expliquer la poursuite de la colonisation

Dans ce chapitre, l'objectif sera d'analyser les facteurs qui pourraient expliquer l'absence d'accord sur la fin de la colonisation israélienne en Cisjordanie. Trois éléments seront pris en compte dans l'analyse : tout d'abord la relation tendue entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu, ensuite l'influence que l'AIPAC a pu exercer au sein de l'appareil étatique américain et enfin les résultats des élections de mi-mandat de 2010 ainsi que la campagne pour les élections présidentielles de 2012.

4.1. Netanyahu - Obama : une relation ambivalente

« La relation tendue entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu a-t-elle contribué à freiner un accord sur l'arrêt de la colonisation ? »

Lorsqu'il s'agit de déterminer quels éléments ont mis un frein à l'arrêt complet de la colonisation israélienne en Cisjordanie, la relation tendue entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu entre en ligne de compte.

La colonisation israélienne fut encouragée par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu lorsqu'il revint au pouvoir en 2009. A ce titre, l'opposition entre Barack Obama qui défend la solution à deux Etats et Benjamin Netanyahu, pour qui le gel de la colonisation en Cisjordanie est inconcevable, doit être analysée.

Dans un premier temps, l'objectif sera de présenter Benjamin Netanyahu en donnant quelques informations biographiques utiles à la bonne compréhension de l'analyse subséquente. Barack Obama ayant déjà été présenté précédemment dans ce travail, ses informations biographiques ne seront pas répétées ici.

Dans un deuxième temps, nous aborderons les conceptions défendues par les deux dirigeants ainsi que différents épisodes ayant attesté de leur relation tendue.

A. Benjamin Netanyahu : son parcours

Benjamin Netanyahu naît le 21 octobre 1949 à Tel-Aviv. Il grandit à Jérusalem puis quitte le pays pour aller passer son adolescence aux Etats-Unis où son père, Bension Netanyahu, enseigne l'histoire juive à Philadelphie.

Il retourne en Israël en 1967 pour effectuer son service militaire au sein de l'Armée de défense d'Israël. Après y avoir passé six années et obtenu le grade de capitaine, il est démobilisé à la suite de la guerre de 1973. Il revient alors aux Etats-Unis et étudie les sciences politiques à Boston et Harvard. En 1976, il rejoint le Boston Consulting Group, un cabinet international de consultance et se lie d'amitié avec Mitt Romney, le candidat républicain qui affrontera Barack Obama aux élections présidentielles de 2012. En 1982, Benjamin Netanyahu devient membre de la mission diplomatique israélienne aux Etats-Unis. Deux ans plus tard, il est nommé ambassadeur israélien aux Nations Unies, poste qu'il occupera pendant quatre ans¹⁴².

Depuis son adolescence, Benjamin Netanyahu a donc entretenu des liens forts avec les Etats-Unis. Les années vécues en Amérique lui permirent de se lier d'amitié avec diverses personnalités de ce pays telles que Mitt Romney par exemple. En outre, grâce à son poste aux Nations Unies, il put promouvoir l'image d'Israël à l'étranger et mettre en évidence les questions sécuritaires auxquelles l'Etat d'Israël devait faire face¹⁴³.

En 1988, Benjamin Netanyahu débute sa carrière politique. Cette année-là, il est élu à la Knesset, le parlement de l'Etat d'Israël, sous la bannière du Likoud et devient vice-ministre des Affaires étrangères deux ans plus tard. Le 25 mars 1993, il est élu président du Likoud et devient un candidat sérieux pour le poste de Premier ministre¹⁴⁴.

En mai 1996, Benjamin Netanyahu remporte les élections face au Premier ministre sortant Shimon Peres, du parti travailliste. Il devient ainsi le plus jeune Premier ministre israélien. Son élection intervient peu après l'assassinat d'Yitzhak Rabin, alors Premier ministre de l'Etat d'Israël, en novembre 1995. Durant son mandat, Benjamin Netanyahu adopte une ligne dure caractérisée par une triple négation : non à la création d'un Etat palestinien, non à la division de Jérusalem et non à toute concession sur le Golan. En outre, il ne cache pas son hostilité envers les Accords d'Oslo signés en 1993 et multiplie les provocations en relançant notamment la colonisation en Cisjordanie¹⁴⁵.

¹⁴² Benjamin "Bibi" Netanyahu, Jewish virtual library, <https://www.jewishvirtuallibrary.org/benjamin-quot-bibi-quot-netanyahu> [consulté le 29 décembre 2021].

¹⁴³ *Idem*

¹⁴⁴ *Idem*

¹⁴⁵ BENN Aluf, "The End of the Old Israel: How Netanyahu Has Transformed the Nation", dans *Foreign Affairs*, t. 95, 2016, n° 4, p. 18. CLAUDE Gérard, *op. cit.*, p. 121.

Cependant, l'adoption de cette ligne dure combinée à son inexpérience politique à ce niveau jouèrent contre lui et Benjamin Netanyahu perdit les élections en mai 1999 au profit du parti travailliste mené par Ehud Barak¹⁴⁶.

Malgré cette défaite électorale, Benjamin Netanyahu ne quitta pas la vie politique. En 2002, il devint ministre des Affaires étrangères puis ministre des finances dans le gouvernement d'Ariel Sharon jusqu'en 2005. En mars 2006, il perdit cependant les élections avec le Likoud contre Ehud Olmert, membre du parti centriste Kadima, qui avait repris la présidence à la suite d'Ariel Sharon, le fondateur du parti. A partir de 2007, la popularité et la crédibilité de Benjamin Netanyahu augmentèrent considérablement avec la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas, un événement que Netanyahu avait annoncé peu de temps auparavant¹⁴⁷. Le gouvernement d'Ehud Olmert vit en revanche sa crédibilité et sa popularité décliner à mesure que les échecs se multipliaient (guerre avec le Liban, processus de paix avec les Palestiniens dans l'impasse). A l'été 2008, Olmert, mis en cause dans une affaire de corruption, annonça sa démission¹⁴⁸.

En février 2009, le Likoud arriva deuxième aux élections législatives derrière le parti Kadima de Tzipi Livni. Toutefois, le parti de Benjamin Netanyahu sut se montrer plus habile dans les négociations visant à former un gouvernement et, le 31 mars 2009, Benjamin Netanyahu redevint Premier ministre, à la grande déception de Barack Obama, qui espérait une victoire de Tzipi Livni¹⁴⁹.

B. Obama et Netanyahu : une confrontation sur le plan des idées

Maintenant que les parcours biographiques de Barack Obama et de Benjamin Netanyahu ont été rappelés, il est nécessaire de s'intéresser à l'opposition entre les deux hommes sur le plan des idées. Au premier abord, les deux hommes ne partagent pas du tout la même ligne politique, Barack Obama est un démocrate libéral centriste tandis que Benjamin Netanyahu est un conservateur politiquement orienté à droite. Nous verrons que cette différence se marquera à travers la question de la colonisation israélienne en Cisjordanie.

¹⁴⁶ BENN Aluf, *op. cit.*, p. 19.

¹⁴⁷ *Idem*, p. 20.

¹⁴⁸ *Ibidem*

¹⁴⁹ GILBOA Eytan, *op. cit.*, p. 20. MCCARTHY Rory, *Right unites to put Netanyahu on course to become Israeli PM*, The Guardian, February 19, 2009. <https://www.theguardian.com/world/2009/feb/19/netanyahu-israel-election-prime-minister> [consulté le 3 janvier 2022].

Au niveau des idées, les deux dirigeants possèdent en effet des visions peu compatibles tant au niveau du conflit israélo-palestinien dans son ensemble que sur la question de la Cisjordanie en particulier.

a) Le conflit dans son ensemble

Concernant leur vision du conflit israélo-palestinien, Barack Obama défend un engagement et un soutien égal pour les Israéliens et les Palestiniens dans les négociations de paix. Benjamin Netanyahu est surtout préoccupé par la sécurité d'Israël et, à l'inverse de Barack Obama qui professe une solution à deux Etats, il analyse le conflit israélo-palestinien comme un insoluble combat et rejette catégoriquement la solution des deux Etats¹⁵⁰. Dans son livre *A Place Among the Nations* qu'il publie en 1993, Benjamin Netanyahu expose déjà ses positions concernant le conflit. Il récuse l'idée d'un Etat palestinien et va même jusqu'à suggérer qu'il n'existe pas de Palestiniens¹⁵¹. En outre, il soutient que la création d'un Etat palestinien ramènerait le peuple juif à l'époque du nazisme puisqu'arracher une région comme la Judée ou la Samarie au peuple juif équivaldrait à l'annexion par le régime nazi des Sudètes à l'Allemagne en 1938¹⁵². Enfin, Benjamin Netanyahu est vigoureusement opposé à un retour aux frontières de 1967, vision défendue par Barack Obama notamment dans son discours du Caire. Sur le conflit dans son ensemble, l'opposition entre les deux dirigeants est donc manifeste.

b) La colonisation en Cisjordanie

Considérant la position que défend Benjamin Netanyahu à l'égard du conflit dans son ensemble, il n'est pas étonnant qu'il soit favorable à la colonisation et hostile à toute politique visant à en geler l'avancement, une position en totale contradiction avec celle du président américain. Concernant cette question de la colonisation, les deux hommes se sont publiquement

¹⁵⁰ AHMAD DAUD Mimi Nur Atifah, and IDRIS Asmady, and SALLEH Asri, "The failure of Obama-Netanyahu's Two-State solution 2009-2016 in the light of Waltz theoretical framework", dans *Jurnal Antarabangsa Kajian Asia Barat*, t. 12, 2020, p. 84-85.

¹⁵¹ Dans un discours prononcé le 14 juin 2009 à Tel-Aviv, Benjamin Netanyahu évoqua certes la possibilité d'un Etat palestinien. Toutefois, il conditionna la création de cet Etat à la reconnaissance préalable de l'Etat d'Israël, ce que Mahmoud Abbas rejeta catégoriquement. BENN Aluf, *op. cit.*, p. 20-21.

¹⁵² COPPOLANI Antoine, « Chapitre 2. La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », dans RICHOMME Olivier (éd.), *op. cit.*, p. 73-74.

affrontés à de nombreuses reprises et la colonisation a véritablement constitué une pierre d'achoppement entre les deux dirigeants.

En effet, l'administration Obama a d'emblée considéré cette question de la colonisation comme un problème majeur en vue de la résolution du conflit et a donc, dès le début du mandat, décidé de s'en préoccuper¹⁵³. C'est d'ailleurs ce que déclara la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton lors d'une conférence de presse le 28 mai 2009. Au cours de celle-ci, elle énonça la position de l'administration Obama au sujet de ces colonies, à savoir l'arrêt complet de la colonisation sans exception aucune, même des constructions justifiées par la croissance naturelle de la population israélienne¹⁵⁴. Pour les Etats-Unis, adopter cette position ferme à l'égard des colonies devait permettre de donner un nouvel élan au processus de paix en relançant les pourparlers entre l'Etat d'Israël de Benjamin Netanyahu et la Palestine de Mahmoud Abbas, ce dernier exigeant le gel complet des constructions comme condition préalable à toute reprise des négociations¹⁵⁵.

Pour Benjamin Netanyahu en revanche, un gel total de l'expansion des colonies est inconcevable. Outre sa position personnelle sur la question, le Premier ministre israélien doit également composer avec les intérêts des membres de sa coalition. Comme le résume Coppolani, cette dernière est la conjonction de tendances grandissantes au sein de la société israélienne : des colons de plus en plus radicalisés, une population orthodoxe en constante croissance et la présence de Juifs provenant de l'ex-URSS et enclins à la xénophobie et au racisme anti-arabe. Cette position ferme adoptée par Benjamin Netanyahu est donc autant le reflet de ses propres idées que celui d'une certaine tendance de la société israélienne que son gouvernement entend représenter. En terme de popularité, Benjamin Netanyahu aurait d'ailleurs fort à perdre à rallier la position de Barack Obama, un président américain dont la cote de popularité est faible en Israël¹⁵⁶.

Au vu de ces deux positions diamétralement opposées, la rencontre à Washington entre les deux hommes en mai 2009 pouvait difficilement déboucher sur un compromis. Lors de celle-ci, le président américain réaffirma à son homologue israélien la nécessité d'un arrêt total

¹⁵³ *Idem*, p. 74-75.

¹⁵⁴ Ce dernier élément fait référence à la position des autorités israéliennes qui défendent l'idée selon laquelle de nouvelles constructions devraient être autorisées pour pouvoir accueillir les descendants naturels des Israéliens habitant actuellement dans les constructions en Cisjordanie. RICHTER Paul, *Clinton tells Israel to end settlement growth*, The Spokesman-Review, 28 mai 2009 <https://www.spokesman.com/stories/2009/may/28/clinton-tells-israel-end-settlement-growth/> [consulté le 7 mars 2022].

¹⁵⁵ RICHTER Paul, *op. cit.*

¹⁵⁶ COPPOLANI Antoine, « Chapitre 2. La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », dans RICHOMME Olivier (éd.), *op. cit.*, p. 80.

de la colonisation pour une reprise des négociations avec les Palestiniens mais Benjamin Netanyahu resta inflexible et lui opposa que seule une reconnaissance palestinienne d'Israël comme Etat juif pourrait relancer les négociations de paix ; une reconnaissance que les Palestiniens refusent, considérant que cela reviendrait à vider de sens leur propre revendication concernant un "droit au retour" des réfugiés palestiniens de 1948¹⁵⁷. Provocation délibérée, le Premier ministre israélien accéléra le projet de construction de 20 nouveaux logements en Cisjordanie le jour même de sa rencontre avec le président américain¹⁵⁸.

La tâche du président américain est rendue d'autant plus ardue que les Israéliens se réfèrent, pour justifier la poursuite de la colonisation, à des accords tacites passés avec le prédécesseur d'Obama, George W. Bush. Au lendemain de l'adoption de la feuille de route en avril 2003¹⁵⁹, des accords auraient été passés, permettant la poursuite de la colonisation dans le périmètre des colonies à trois conditions :

- 1) Aucune subvention accordée pour ces constructions,
- 2) Aucune création de nouvelles colonies,
- 3) Aucune expropriation de nouvelles terres.

Cependant, la Secrétaire d'Etat Hillary Clinton s'opposa fermement à ces éléments en soutenant qu'il n'existait aucune preuve de ces accords qui, même s'ils ont existé, ne font pas partie de la position officielle défendue par le gouvernement américain¹⁶⁰.

Durant l'été 2009, une éclaircie sembla poindre à l'horizon puisque les Israéliens commencèrent à envisager la possibilité d'un gel de la colonisation pour deux ou trois mois, assorti de conditions: ce gel ne concernerait cependant ni Jérusalem-Est qu'Israël ne considère pas comme une colonie et ni les constructions déjà entamées. Dans cette voie, une rencontre se tint le 22 septembre 2009 à la Maison Blanche et réunit Barack Obama, Benjamin Netanyahu et Mahmoud Abbas. Cependant, rien de concret ne ressortit de cette réunion¹⁶¹.

¹⁵⁷ PARIS Gilles, *Obama/Netanyahu: pas d'accord*, Le Monde, 18 mai 2009 https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2009/05/18/obama-netanyahu-pas-d-accord_5975792_3218.html [consulté le 4 avril 2022].

¹⁵⁸ BYRD Diane and KOMANDURI S. Murty, "Foreign Policy Accomplishments in Obama Era", dans *Race, Gender & Class*, t. 20, 2013, n° 3/4, p. 150.

¹⁵⁹ Rédigé sous l'égide de l'ONU, de l'UE, des Etats-Unis et de la Russie, la feuille de route est un plan de paix qui visait la création d'un état palestinien en appelant à des concessions mutuelles : un gel de la colonisation dans le camp israélien, un démantèlement des réseaux terroristes dans le camp palestinien. KERSHNER Isabel, *Israel's Premier Promises Major Peace Plan*, New York Times, 8 juin 2009.

¹⁶⁰ *Ibidem*. COPPOLANI Antoine, « Chapitre 2. La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », dans RICHOMME Olivier (éd.), *op. cit.*, p. 81.

¹⁶¹ *Idem*, p. 83.

Le 25 novembre 2009, soit plus de deux mois après la réunion entre les trois dirigeants, le gouvernement israélien décida toutefois de geler pour une durée de dix mois les constructions en Cisjordanie. Paradoxalement, cette concession israélienne vit cependant les relations entre Benjamin Netanyahu et Barack Obama se crispier encore davantage. Comme mentionné plus haut, cet arrêt de la colonisation n'était pas total puisque 3000 logements en cours de construction ainsi que les quartiers juifs de Jérusalem-Est n'étaient pas concernés par ce gel¹⁶². Etant donné l'existence d'exceptions à l'arrêt complet de la colonisation, la mesure fut jugée insuffisante tant par le président palestinien Mahmoud Abbas que par la Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton. Les réactions mitigées face à ce que Benjamin Netanyahu considérait comme une concession forte générèrent bien des remous en Israël¹⁶³.

La visite que le vice-président Joe Biden effectua en Israël en mars 2010 illustre parfaitement les divergences d'opinion croissantes et la relation de plus en plus tendue entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu. Cette visite avait pour but de réaffirmer aux Israéliens le soutien américain à sa sécurité et de relancer les négociations de paix, ce que fit publiquement le vice-président américain le 10 mars. Cependant, le même jour, le ministre israélien de l'Intérieur Eli Yishai annonça la construction de 1600 nouveaux logements à Jérusalem-Est. Le vice-président Joe Biden condamna vigoureusement cette décision du gouvernement israélien qui ébranlait la confiance entre les parties et allait à l'encontre des discussions constructives que le vice-président avait eues avec les autorités israéliennes¹⁶⁴.

Benjamin Netanyahu se justifia en affirmant que les plans de construction étaient élaborés depuis trois ans et que la concomitance entre l'annonce des constructions et la visite du vice-président Biden était purement fortuite¹⁶⁵. Même si l'on accepte la justification du Premier ministre israélien, cet épisode témoigne évidemment de la relation de plus en plus crispée entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu. En outre, le fait que le Premier ministre israélien ose ridiculiser ainsi le vice-président américain témoigne non seulement du caractère impopulaire de l'administration Obama en Israël mais aussi de la popularité dont estime jouir

¹⁶² TERRY Janice J., *op. cit.*, p. 898.

¹⁶³ La Secrétaire d'Etat américaine déclara que la mesure décidée par Benjamin Netanyahu était nécessaire mais encore insuffisante. SALTZMAN Ilai Z., "Not So « Special Relationship »? US-Israel relations during Barack Obama's Presidency", dans *Israel Studies*, t. 22, 2017, n° 1, p. 54-55.

¹⁶⁴ MCCARTHY Rory, *Biden condemns Israel over homes plan*, The Guardian, 9 March 2010. <https://www.theguardian.com/world/2010/mar/09/israel-jerusalem-settlement-homes-biden> [consulté le 31 mars 2022].

¹⁶⁵ BRONNER Ethan, *op. cit.*

Benjamin Netanyahu dans son pays¹⁶⁶. A la suite de cet épisode, les relations entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu se détériorèrent, logiquement, encore davantage.

En septembre 2010, le moratoire prit fin et les constructions reprirent en Cisjordanie, au grand désarroi de l'administration Obama et sans que les négociations de paix aient concrètement progressé durant la période d'arrêt des constructions. Ce refus israélien de prolonger le moratoire porta un coup décisif aux négociations de paix et signa une défaite pour l'administration Obama. Le 10 décembre 2010, Hillary Clinton prononça un discours au Saban Center de la Brookings¹⁶⁷. Cette prise de parole consacra le revirement de l'administration Obama sur la question de la colonisation : les Etats-Unis resteront opposés à la colonisation mais ne chercheront plus à en obtenir le gel ou un démantèlement des constructions, cette question des colonies devant désormais être réglée entre les parties elles-mêmes¹⁶⁸.

Vu les éléments mentionnés ci-dessus, il apparaît que la relation tendue qu'ont entretenue Barack Obama et Benjamin Netanyahu a contribué à freiner la signature d'un accord sur l'arrêt de la colonisation. A l'origine, les positions des deux acteurs semblaient déjà difficilement conciliables, l'un favorable au gel de la colonisation comme préalable à toute négociation, l'autre pour qui ce gel était inconcevable. Paradoxalement, et alors qu'il aurait pu constituer le début d'un processus vers un accord, le moratoire du 25 novembre 2009 fut un point de bascule dans la relation entre les deux hommes en ce qu'il contribua à refroidir davantage les relations entre les deux hommes. La visite de Joe Biden, concomitante à l'approbation de nouvelles constructions à Jérusalem-Est, ne fit qu'envenimer une relation qui, compte tenu de l'enjeu que constituent ces colonies, fut un réel frein à toute tentative d'obtenir un accord à ce sujet. Après deux années d'efforts, l'administration Obama décida de se

¹⁶⁶ INDYK Martin S., *et alii.*, "Scoring Obama's Foreign Policy: A Progressive Pragmatist Tries to Bend History", dans *Foreign Affairs*, t. 91, 2012, n° 3, p. 36.

¹⁶⁷ Le lieu choisi pour ce discours n'est pas le fruit du hasard : le Saban Center est considéré comme un think tank défendant une position pro-israélienne très prononcée. COPPOLANI Antoine, « Chapitre 2. La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », dans RICHOMME Olivier (éd.), *op. cit.*, p. 85.

¹⁶⁸ *Remarks at the Brookings Institution's Saban Center for Middle East Policy Seventh Annual Forum*, U.S. Department of State, 10 December 2010.

<https://2009-2017.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2010/12/152664.htm> [consulté le 4 avril 2022].

COPPOLANI Antoine, « Chapitre 2. La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », dans RICHOMME Olivier (éd.), *op. cit.*, p. 85. Les relations tendues entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu ne s'arrêtent évidemment pas en décembre 2010. Jusqu'à la fin du premier mandat, c'est-à-dire jusqu'à la campagne pour les élections présidentielles de 2012, la relation Obama-Netanyahu connut des remous, le premier reprochant au second d'avoir aidé le candidat républicain Mitt Romney. Ce dernier n'avait d'ailleurs pas hésité à critiquer le président américain pour sa gestion du dossier israélien et pour son absence de visite en Israël durant les quatre années de son mandat. Barack Obama effectua en effet sa première visite officielle en Israël en mars 2013, au début de son second mandat. GILBOA Eytan, *op. cit.*, p. 20.

désengager d'un dossier dans lequel elle s'était beaucoup investie mais qui n'avait pas été concluant.

Un élément témoignant de la difficile relation qu'entretenaient Barack Obama et Benjamin Netanyahu est l'absence de visite du président américain sur le sol israélien durant son premier mandat, lui qui, en mars 2010, préféra y envoyer son vice-président.

4.2. Le lobby pro-israélien

« *L'influence de l'AIPAC au sein de l'appareil étatique américain est-elle une partie de l'explication de l'absence d'accord sur la fin de la colonisation ?* »

Un autre facteur permettant d'expliquer l'absence d'accord sur la fin de la colonisation israélienne durant le premier mandat de Barack Obama doit être recherché du côté des lobbies. En effet, le lobby pro-israélien, et tout particulièrement l'AIPAC, l'American Israel Public Affairs Committee, mit tout en œuvre pour empêcher une résolution permettant la création d'un Etat palestinien et, par son action détaillée ci-dessous, gêna considérablement l'action du président Obama qui voulait mettre un terme à cette colonisation¹⁶⁹.

Après avoir évoqué quelques considérations terminologiques et bibliographiques en lien avec le lobby pro-israélien dans son ensemble, ce chapitre tentera d'évaluer comment et dans quelle mesure cette organisation que constitue l'AIPAC a pu jouer un rôle et exercer une influence dans la poursuite de la colonisation israélienne en Cisjordanie.

A. Considérations terminologiques et bibliographiques

Le présent chapitre s'appuie en partie sur l'ouvrage de Stephen Walt et John Mearsheimer, paru en août 2007 et intitulé *The Israel Lobby and U. S. Foreign Policy*¹⁷⁰. La thèse défendue par les deux auteurs s'articule autour d'un constat : le soutien matériel et diplomatique que les Etats-Unis ont offert à leur allié israélien n'est pas explicable uniquement par des considérations morales ou stratégiques. Walt et Mearsheimer considèrent que ce soutien doit aussi énormément à l'influence politique que ce lobby pro-israélien a pu exercer sur l'orientation de la politique étrangère américaine¹⁷¹. En outre, les deux auteurs défendent l'idée que l'influence de ce lobby est à la fois disproportionnée et contraire aux intérêts américains

¹⁶⁹ MEARSHEIMER John J. et WALT Stephen M., *op. cit.*, p. 367.

¹⁷⁰ En introduction, Mearsheimer et Walt exposent le cheminement ayant amené à la publication de leur ouvrage en 2007. Ce cheminement est intéressant dans la mesure où il est exemplatif de la nature délicate et controversée d'un tel sujet. La publication de ce livre fait suite à un article paru dans le numéro du 23 mars 2006 de la *London Review of Books (LRB)*. A l'origine, cet article aurait dû paraître dans *The Atlantic Monthly*. C'est en effet cette revue qui, en 2002, avait commandé aux deux auteurs un article sur l'influence du lobby pro-israélien sur la politique étrangère américaine. Durant les deux années suivantes, Mearsheimer et Walt travaillèrent sur cet article et le soumièrent au rédacteur en chef de la revue *The Atlantic Monthly* en janvier 2005. Ce dernier décida finalement de ne pas le publier, sans doute par peur des réactions que risquait inmanquablement de déclencher une publication traitant d'un tel sujet. C'est finalement la *London Review of Books (LRB)* qui accepta de publier l'article en mars 2006. Il fut aussi publié, dans une version longue, sur le site web de la J.F. Kennedy School of Government de Harvard. *Idem*, p. 7-8.

¹⁷¹ *Ibidem*

tout en étant, sur le long terme, défavorable aux intérêts d'Israël¹⁷². Enfin, Walt et Mearsheimer soutiennent que l'influence très significative de ce lobby s'explique d'une part en raison du soutien qu'il reçoit de la part des chroniqueurs et rédacteurs en chef de grands titres du monde de la presse comme le *New York Times*, le *Wall Street Journal* ou le *Washington Post*. D'autre part, l'AIPAC jouit également d'une influence considérable auprès des think tanks, notamment l'Heritage Foundation, l'Hudson Institute ou encore l'American Enterprise Institute. Ces organismes d'étude que constituent les think tanks jouent un rôle de plus en plus important auprès de l'opinion publique¹⁷³.

Stephen Walt et John Mearsheimer définissent le « lobby pro-israélien » comme étant une expression qui désigne un ensemble de personnes et d'organisations dont l'objectif est d'orienter la politique étrangère des Etats-Unis dans un sens pro-israélien¹⁷⁴. Comme pour tout autre lobby ou groupe de pression, il n'est pas facile d'identifier avec précision les frontières de ce lobby pro-israélien étant donné que de nombreux Américains soutiennent le lobby sans pour autant s'y investir concrètement. En revanche, on peut aisément identifier plusieurs organisations majeures qui le composent, comme l'American Jewish Congress, la Zionist Organization of America ou encore l'Israel Policy Forum¹⁷⁵. Toutefois, l'objet de ce chapitre ne sera pas de détailler toutes les composantes de ce lobby. Il s'agira plutôt de se focaliser sur une organisation faisant partie intégrante de ce lobby et qui est de loin considérée comme la plus importante organisation visant la promotion des intérêts israéliens : l'AIPAC.

B. L'AIPAC : organisation et moyen de pression

L'AIPAC a commencé à se faire un nom dans le paysage politique américain dans les années 1980¹⁷⁶. Depuis lors, son influence et le nombre de ses membres n'ont fait qu'augmenter, au point que l'AIPAC est aujourd'hui considérée comme l'une des plus puissantes organisations aux Etats-Unis. Au fil du temps, l'AIPAC est devenue de plus en plus conservatrice, au point qu'en 1995, cette organisation a participé à l'élaboration du texte du

¹⁷² VANDAL Gilles et AOUN Sami, *Barack Obama et le printemps arabe : le repositionnement de la politique américaine au Moyen-Orient*, Montréal, Athéna, 2013, p. 258-259.

¹⁷³ SPITAELS Guy, *op. cit.*, p. 109-110.

¹⁷⁴ MEARSHEIMER John J. et WALT Stephen M., *op. cit.*, p. 126.

¹⁷⁵ *Idem*, p. 129-130.

¹⁷⁶ Pour plus d'informations sur la création de l'organisation et son développement jusqu'au début du XXI^e siècle, voir *Idem*, p. 131-133.

Jerusalem Embassy Act qui exigeait le déplacement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem afin d'interrompre le processus de paix entre Israël et Palestine¹⁷⁷.

De toutes les organisations et groupes composant le lobby pro-israélien, l'AIPAC est sans conteste l'association qui bénéficie de la plus grande influence au sein de Congrès¹⁷⁸. Son succès dans cette enceinte politique est notamment dû à ses capacités financières lui permettant de récompenser généreusement les candidats aux postes de sénateur et les élus favorisant ses objectifs. L'AIPAC met notamment les candidats aux élections en contact avec des donateurs ou des organismes à même de leur fournir des financements pour leur campagne. A l'inverse, l'AIPAC peut tout aussi bien agir contre les personnalités politiques hostiles à Israël en finançant leurs adversaires¹⁷⁹.

C. Rôle de l'AIPAC durant le premier mandat d'Obama

On peut donc constater que l'AIPAC est une organisation puissante notamment au sein du Congrès. Cependant, le fait que l'AIPAC soit particulièrement influente au sein de l'appareil étatique américain ne signifie pas forcément que cette organisation ait joué un quelconque rôle dans l'absence d'accord sur la fin de la colonisation en Cisjordanie.

Plusieurs événements attestent toutefois de la grande influence que possède l'AIPAC sur l'orientation de la politique étrangère américaine à l'égard d'Israël, et plus précisément sur la question de la colonisation israélienne.

Le 4 juin 2008, un an exactement avant son discours du Caire, Barack Obama prit la parole devant les membres de l'AIPAC pour leur témoigner son soutien envers Israël et sa volonté de s'opposer à l'Iran, principale menace pour la sécurité de l'État juif. Il y rappela en effet que Jérusalem devait être considérée comme la capitale une et indivisible de l'État d'Israël tandis qu'il attaqua Téhéran qui constituait la menace la plus sérieuse à la fois pour Israël mais également pour la paix et la stabilité de la région. La rivale démocrate de Barack Obama à l'élection présidentielle Hillary Clinton prit la parole à sa suite et confirma les bonnes dispositions de Barack Obama à l'égard de ses amis israéliens¹⁸⁰. Le fait qu'un candidat à la

¹⁷⁷ *Idem*, p. 140-141.

¹⁷⁸ PAUL David M. and PAUL Rachel Anderson, *Ethnic lobbies and US foreign policy*, Boulder, Lynne Rienner, 2009, p. 48.

¹⁷⁹ MEARSHEIMER John J. et WALT Stephen M., *op. cit.*, p. 168-171.

¹⁸⁰ Pour Barack Obama, "Jérusalem doit rester la capitale d'Israël", *Le Monde*, 4 juin 2008 <https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2008/06/04/pour-barack-obama-jerusalem-doit-rester-la-capitale-d->

Maison Blanche prononce son premier discours en tant que candidat démocrate à l'élection présidentielle devant l'AIPAC et qu'il atténue considérablement sa position favorable envers la Palestine témoigne, si pas d'une réelle influence de l'AIPAC au sein de l'appareil étatique américain, au moins d'une prise de conscience du futur président américain que cette organisation a une importance considérable dans la course à l'élection présidentielle¹⁸¹.

Un an plus tard, en mai 2009, la Secrétaire d'État Hillary Clinton demanda publiquement l'arrêt de la colonisation israélienne, relayant ainsi la position du président Obama sur cette question :

*"He [the president] wants to see a stop to settlements—not some settlements, not outposts, not natural growth exceptions"*¹⁸².

En réaction à ce qu'il considérait comme une provocation, le lobby pro-israélien mobilisa près de trois quart des membres du Congrès, à savoir 76 sénateurs et 328 membres de la Chambre, pour leur demander de signer, à l'adresse du président, une lettre lui intimant de revenir sur sa position d'un arrêt complet de la colonisation, ce que fit le président américain¹⁸³. Le président ne resta pas insensible face à cette demande, la nomination de Dennis Ross comme conseiller spécial de la Secrétaire d'État pour le Golfe et pour l'Asie du sud-ouest pouvant être considérée comme une garantie offerte à Israël du maintien de la défense de ses intérêts. Ayant des positions pro-israéliennes prononcées¹⁸⁴, Dennis Ross entra à plusieurs reprises en conflit avec George Mitchell, dont la démission le 13 mai 2011 de son poste de négociateur pour la paix au Moyen-Orient peut s'expliquer en partie par le climat tendu qui régna entre les deux hommes¹⁸⁵. Le fait que ce lobby s'oppose ouvertement au président et à sa Secrétaire d'État

[israel_1053848_3222.html](#) [consulté le 12 mars 2022]. En réalité, Hillary Clinton n'est plus candidate à l'élection présidentielle puisqu'elle a déjà perdu l'investiture démocrate le 4 juin 2008. Elle le sous-entend d'ailleurs lorsqu'elle dit dans son discours que Barack Obama sera un ami précieux pour Israël.

Hillary Clinton reconnaît implicitement sa défaite, RTBF, 4 juin 2008. <https://www.rtb.be/article/hillary-clinton-reconnait-implicitement-sa-defaite-5277223> [consulté le 12 mars 2022].

¹⁸¹ RUEBNER J., *op. cit.*, p. 50-51.

¹⁸² *Israel dismisses US demands on settlements*, France 24, 28 mai 2009. <https://www.france24.com/en/20090528-israel-dismisses-us-demands-settlements-> [consulté le 14 mars 2022].

¹⁸³ RUEBNER J., *op. cit.*, p. 52. MCGREAL Chris, *Israel lobby presses Congress to soften Obama's tough stance on Netanyahu*, The Guardian, 30 mars 2010. <https://www.theguardian.com/world/2010/mar/30/us-israel-lobby-pressure-obama> [consulté le 14 mars 2022].

¹⁸⁴ Il a notamment travaillé pour Washington Institute for Near East Policy (WINEP), un think tank auquel il est souvent reproché ses positions favorables à l'extrême-droite israélienne. BEININ Joel, *Un « think tank » au service du Likoud*, Le Monde diplomatique, Juillet 2003, p. 13.

<https://www.monde-diplomatique.fr/2003/07/BEININ/10250> [consulté le 4 avril 2022].

Gresh Alain, *Dennis Ross, l'Iran et la politique de Barack Obama*, Le Monde diplomatique, 4 mars 2009. <https://blog.mondediplo.net/2009-03-04-Dennis-Ross-l-Iran-et-la-politique-de-Barack> [consulté le 12 mars].

¹⁸⁵ FARDJAOUI Boualem, *op. cit.*, p. 170. TERRY Janice J., *op. cit.*, p. 900.

lors de cet épisode de mai 2009 illustre le poids et l'influence dont jouit ce lobby notamment concernant cette question de la colonisation.

La fin de l'année 2009, ainsi qu'une bonne partie de l'année suivante, verra la mise en place d'un moratoire sur la colonisation, un moratoire assorti d'exceptions qui empêcheront de réelles avancées sur cette question (voir supra).

Le 23 mai 2011, soit deux ans après le discours d'Hillary Clinton en mai 2009 et la mobilisation instiguée par l'AIPAC au sein du Congrès, le Premier ministre israélien Netanyahu prononça un discours devant les membres de l'AIPAC à Washington. Dans celui-ci, il dénonçait les propositions « irréalistes » avancées par Barack Obama pour résoudre le conflit. Par ce discours, le Premier ministre israélien entendait en effet réagir aux propos du président américain qui avait prononcé le 19 mai 2011 au Département d'État un discours centré sur le printemps arabe. A la fin de son allocution, Barack Obama avait évoqué la question israélo-palestinienne et avait réaffirmé son engagement pour une solution à deux Etats. En outre, il avait émis le souhait que les frontières des deux Etats suivent le tracé de la « Ligne verte » de 1967, c'est-à-dire qu'Israël rétrocéderait les territoires engrangés à la suite de la guerre de 1967¹⁸⁶. Barack Obama avait également appelé au retrait progressif de toutes les troupes israéliennes des territoires occupés¹⁸⁷. Pour le Premier ministre israélien, les frontières de 1967 étaient indéfendables et il n'était en aucun cas question de mettre un terme à la colonisation en Cisjordanie sans prendre en compte la dimension démographique de la question. Le Premier ministre israélien fut chaudement applaudi par les membres et l'AIPAC. Le lendemain, son discours reçut le même accueil lorsqu'il se rendit devant le Congrès pour évoquer la question israélo-palestinienne¹⁸⁸.

Les propos de Barack Obama générèrent également de vives critiques non seulement auprès de Benjamin Netanyahu et des Israéliens mais aussi au sein de l'AIPAC. Trois jours après avoir pris la parole devant le Département d'État, le président américain vint en effet clarifier sa position concernant la colonisation, cette fois devant l'AIPAC. Il précisa notamment que la « Ligne verte » devait prendre en compte les réalités démographiques du terrain et les 44 ans d'évolution depuis 1967. En affirmant cela, il prenait en compte les exigences d'Israël et clarifiait ainsi l'utilisation de la formule « d'échanges de territoires mutuellement acceptés »

¹⁸⁶ WAXMAN Dov, *op. cit.*, p. 73.

¹⁸⁷ VAN LEEUWEN Marianne, "The United States and Europe in the Middle East", dans SCOTT-SMITH Giles (éd.), *op. cit.*, p. 106-107.

¹⁸⁸ *Ibidem*

pour qualifier la rétrocession de terres. Le fait que le président américain affine aussi rapidement et explicitement son propos illustre à la fois le pouvoir d'influence que possède l'AIPAC et les craintes du président américain de se mettre complètement à dos cette organisation pro-israélienne qui jouit d'une influence considérable au sein de l'électorat juif américain, un électorat dont 78% avait voté en faveur du candidat démocrate en 2008¹⁸⁹.

En conclusion de ce chapitre sur l'AIPAC, on peut constater que cette organisation pro-israélienne était vigoureusement opposée à l'administration Obama sur la question de la colonisation et qu'elle le montra ostensiblement chaque fois que le président tentait de mettre un terme au processus de colonisation. Lorsque le président Obama demande un arrêt complet de la colonisation en mai 2009, il vit se dresser contre cette demande de nombreux sénateurs et députés mobilisés par l'AIPAC, fait illustrant toute l'influence que possède cette organisation au sein de l'appareil législatif américain. Deux ans plus tard, le Premier ministre israélien prononça devant l'AIPAC un discours critiquant le positionnement adopté par Barack Obama notamment sur la question de la colonisation ; il y fut chaudement applaudi. Le discours que le président américain prononça devant le Département d'État le 19 mai 2011 fut en revanche lourdement critiqué par les membres de l'AIPAC et força le président à revenir sur ses propos devant les membres de cette organisation.

Ces différents épisodes confirment bien le rôle important que cette organisation pro-israélienne a joué au sein de l'appareil étatique américain et semble aller dans le sens de la thèse de Walt et de Mearsheimer. Toutefois, certains auteurs ne partagent pas la position de Walt et de Mearsheimer. Kaspi, par exemple, refuse à l'AIPAC cette si grande influence, que ce soit dans la sphère politique ou dans la sphère médiatique¹⁹⁰.

De manière générale, et pour répondre à l'hypothèse énoncée en début de chapitre, on peut toutefois affirmer que l'absence d'accord sur la fin de la colonisation peut, en partie, s'expliquer par l'influence qu'a exercée l'AIPAC sur l'exécutif américain. Ces deux éléments

¹⁸⁹ STEPHENS Elizabeth, *op. cit.*, p. 48.

D'SOUZA Dinesh, *Obama's America: unmaking the American dream*, New York, Threshold, 2014, p. 169.

QUINN Alexandra M., "Examining the Image of the United States in the Arab World and the Relationship with Israel During the Obama Administration", dans *Inquiries Journal*, t. 7, 2015, n° 2, p. 3-4.

MANDEVILLE Laure, *Barack Obama affronte la communauté juive*, Le Figaro, 22 mai 2011. <https://www.lefigaro.fr/international/2011/05/22/01003-20110522ARTFIG00188-barack-obama-affronte-la-communaute-juive.php> [consulté le 17 mars 2022].

¹⁹⁰ KASPI André, « Les États-Unis et Israël sous la présidence de George W. Bush », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, t. 1, 2008, n° 97, p. 60-61.

que constituent la relation délicate entre Obama et Netanyahu et l'influence importante de l'AIPAC au sein de l'appareil étatique américain expliquent déjà en bonne partie pourquoi il s'est avéré si difficile de parvenir à un accord sur cette question de la colonisation.

4.3. Les élections de mi-mandat et la campagne pour le second mandat

« *Le résultat des élections de mi-mandat de 2010 et la campagne pour les élections présidentielles de 2012 ont-ils eu un impact sur la poursuite de la colonisation israélienne ?* »

A. Elections de mi-mandat

Le mardi 2 novembre 2010, se tiennent les élections de mi-mandat, comme mentionné plus haut. Lors de celles-ci, Barack Obama ne conserve que le Sénat, les Républicains récupérant la Chambre des Représentants avec une forte majorité.

a) Résultats

En prenant 63 sièges aux Démocrates, les Républicains obtiennent 242 sièges à la Chambre, leur plus grand total depuis 1946¹⁹¹.

Au Sénat, la tendance se confirme, quoiqu'à une échelle plus limitée. Les Républicains obtiennent en effet six sièges précédemment détenus par les Démocrates lors de ces élections de mi-mandat où 37 des 100 sièges que compte l'hémicycle sont renouvelés. Avec une perte de six sièges lors de ces élections, les Démocrates ne disposent plus que d'une courte majorité de 53 sièges, contre 47 pour le parti républicain¹⁹².

b) Analyse

Avec ces élections de mi-mandat qui marquent une nette défaite pour le parti démocrate, le président Obama perd la majorité à la Chambre. Il n'est cependant pas si étonnant de voir le président en exercice perdre l'un des deux hémicycles constituant le Congrès, voire les deux. Entre 1934 et 2006, le président en fonction a perdu en moyenne 26 sièges à la Chambre et trois sièges au Sénat. En réalité, seuls trois présidents ont conservé leur avantage à la Chambre durant cette période : Roosevelt en 1934, Clinton en 1998 et Bush en 2002. Au Sénat, seuls six présidents n'ont pas perdu de sièges aux élections de mi-mandat : Roosevelt en 1934, Kennedy

¹⁹¹ GAGNON Frédéric, « Le grand retournement. Obama et les midterms de 2010 », dans *Politique américaine*, t. 3, 2010, n° 18, p. 119.

¹⁹² *Idem*, p. 118-119. *Election 2010, Senate Map*, The New York Times.
<https://www.nytimes.com/elections/2010/results/senate.html> [consulté le 24 avril 2022]

en 1962, Nixon en 1970, Reagan en 1982, Clinton en 1998 et Bush en 2002¹⁹³. L'analyse dans la durée permet donc de tempérer le caractère en apparence exceptionnel de ces résultats.

Cette défaite démocrate aux élections de mi-mandat peut s'expliquer par diverses raisons telles que l'augmentation du taux de chômage, le mécontentement d'une partie pauvre de l'électorat démocrate devant l'aide proposée par le président à certains grands secteurs de l'économie comme l'industrie automobile, ou encore le sentiment d'incompréhension d'une partie de l'électorat américain face à un président ne partageant pas les mêmes priorités que lui, un président mettant par exemple davantage l'accent sur le secteur de la santé plutôt que sur les questions de chômage¹⁹⁴.

La liste des facteurs expliquant la défaite démocrate de 2010 n'est évidemment pas exhaustive, l'objectif de ce chapitre étant d'analyser l'impact que cet épisode électoral de 2010 a pu avoir au niveau de la colonisation israélienne en Cisjordanie.

c) Implication par rapport à la colonisation israélienne

De prime abord, il semble relativement difficile d'évaluer dans quelle mesure les résultats d'élections de mi-mandat peuvent avoir un impact sur une question de politique étrangère telle que la poursuite de la colonisation israélienne en Cisjordanie.

On peut toutefois mettre en avant que la défaite démocrate lors de ces élections et la perte de la majorité démocrate à la Chambre n'ont pas joué en faveur de Barack Obama et de ses positions politiques. En effet, cette défaite électorale a incité le président américain et son administration à se détourner progressivement du dossier de la colonisation israélienne qui n'amenait aucun résultat significatif ; ceci à plus forte raison que d'autres dossiers accaparent l'attention du président Obama, qu'il s'agisse d'affaires internes (réforme du système des soins de santé) ou externes (négociations concernant le nucléaire iranien)¹⁹⁵.

Ainsi, il semble que les résultats de 2010 aient joué un rôle significatif dans la poursuite de la colonisation en Cisjordanie puisque la défaite démocrate lors de ces élections a incité le président Obama et son administration à redéfinir ses priorités et à se détourner définitivement

¹⁹³ GAGNON Frédéric, *op. cit.*, p. 120-121.

¹⁹⁴ *Idem*, p. 123-124.

¹⁹⁵ AIT-CHAALAL Amine, « L'administration Obama et la question israélo-palestinienne : impasse, blocages et/ou manque de volonté politique ? Une analyse par le prisme onusien », IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques), 2017, p. 12-13.

de la question des constructions israéliennes en Cisjordanie. On peut soutenir que d'autres facteurs, comme celui de la relation Obama-Netanyahou ou celui de l'influence l'AIPAC au sein du Congrès, ont été plus décisifs dans l'absence d'accord sur la fin de la colonisation mais ne pas prendre en compte l'influence de ces résultats électoraux de 2010 constituerait un manquement à l'analyse.

B. Campagne pour un deuxième mandat

Au niveau interne, la campagne pour les élections présidentielles de 2012 mérite également d'être évoquée afin d'évaluer son impact sur la colonisation israélienne en Cisjordanie.

a) Une mise en retrait...

La campagne présidentielle de 2012 joua un rôle dans le désintérêt progressif pour les préoccupations palestiniennes. Lorsqu'il commença à travailler en vue de sa réélection à partir de 2011, Barack Obama arriva à la conclusion que tenter de rompre le *statu quo* risquait d'être dommageable pour sa campagne présidentielle, tant en terme de votes qu'en terme de financement¹⁹⁶.

Si le sujet de la colonisation israélienne en Cisjordanie ne fut pas un des sujets de campagne des plus discutés, l'aide financière et militaire accordée à Israël fut quant à elle beaucoup plus centrale lors de cette campagne. Barack Obama reprocha notamment à son rival républicain Mitt Romney de vouloir réduire l'aide apportée à Israël par les Etats-Unis¹⁹⁷. De son côté, le candidat républicain reprocha au président sortant sa politique hostile aux intérêts d'Israël, notamment au niveau de l'aide fournie à Israël, en disant notamment ceci à ses partisans :

« *You could just look at the things the president (Barack Obama) has done and do the opposite.* »¹⁹⁸

¹⁹⁶ GERGES Fawaz A., *op. cit.*, p. 314.

¹⁹⁷ RUEBNER Josh, *Shattered Hopes: Obama's Failure to Broker Israeli-Palestinian Peace*, London, Verso, 2013, p. 287-290.

¹⁹⁸ MOZGOVAYA Natasha, *On Israel, Romney Promises to Do 'the Opposite of Obama'*, Haaretz, 16 June 2012.

b) ...révélatrice

Concernant Israël, la thématique la plus présente durant la campagne a été celle de l'aide fournie par les Etats-Unis à Israël et il n'apparaît aucunement dans les documents consultés que la question de la colonisation israélienne en Cisjordanie, en tant que telle, ait joué un rôle durant cette campagne présidentielle de 2012. Il semble plutôt que cette thématique ait été mise sous l'éteignoir par les deux candidats qui la considéraient comme trop sensible et dangereuse dans l'optique des élections¹⁹⁹. Pour autant, il ne faudrait pas faire l'erreur de considérer que, parce que cette campagne ne fut pas l'occasion d'aborder cette thématique de la colonisation, cela signifie que cette campagne électorale n'ait joué aucun rôle dans la poursuite de la colonisation. En effet, la campagne électorale força le président Obama à mettre en retrait cette thématique de la colonisation dont l'absence de solution à court terme pourrait lui porter préjudice dans l'optique de sa reconduction. La colonisation, quant à elle, continua avec dynamisme notamment à Jérusalem-Est où le gouvernement israélien décida en octobre 2011 la construction de 2600 nouvelles maisons, une décision fermement condamnée par les Nations Unies et l'Union européenne²⁰⁰. Début 2012, le mouvement israélien Peace Now mit en lumière la volonté du gouvernement israélien de faire construire de nouveaux logements à un rythme qui, s'il était maintenu, empêcherait rapidement toute création d'un état palestinien viable. Douze mois plus tard, ce rythme avait quintuplé. Cette année 2012 reçut d'ailleurs le titre de « Year of the Israeli Settlement »²⁰¹.

En conclusion de cette partie, on peut donc dire que la colonisation israélienne en Cisjordanie ne fut pas un sujet central de la campagne en vue des élections présidentielles de 2012. Pour autant, le fait que cette thématique de la colonisation soit si sensible dans l'optique de la reconduction et soit donc mise en retrait de l'agenda politique a permis au gouvernement israélien de poursuivre librement la colonisation de manière plus dynamique que par le passé lors de cette année 2012, the « Year of the Israeli Settlement ». A l'instar de la relation tendue entre Barack Obama et Benjamin Netanyahu et de l'influence de l'organisation pro-israélienne AIPAC, on peut affirmer que la campagne pour les élections présidentielles de 2012 a également eu un impact sur la poursuite de la colonisation israélienne en Cisjordanie.

¹⁹⁹ GERGES Fawaz A., *op. cit.*, p. 314.

²⁰⁰ MCGREAL Chris, *Israel plans new settlement of 2,600 that will isolate Arab East Jerusalem*, The Guardian, 16 October 2011 <https://www.theguardian.com/world/2011/oct/16/israel-settlement-isolate-arab-jerusalem> [consulté le 17 mars 2022].

²⁰¹ VICK Karl, *The West Bank's 2012: The Year of the Israeli Settlement*, Time, 31 December 2012 <https://world.time.com/2012/12/31/the-west-banks-2012-the-year-of-the-israeli-settlement/> [consulté le 17 mars 2022].

Conclusion

Tout au long de ce travail, l'objectif a été de mettre en évidence la politique du président américain Barack Obama sur la question de la colonisation israélienne en Cisjordanie. Trois hypothèses ont été formulées à partir de la question de recherche suivante :

Pourquoi la colonisation israélienne en Cisjordanie ne s'est-elle pas arrêtée avec l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, un président américain intégrant pourtant grandement les préoccupations palestiniennes dans sa politique ?

Comme mentionné, trois hypothèses ont été formulées pour répondre à cette question. Chacune d'entre elles livre des éléments de réponses à la question, sans toutefois suffire à elle seule à répondre à la question.

La première hypothèse postulait que la relation tendue entre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président américain Barack Obama avait contribué à freiner un accord sur l'arrêt de la colonisation. Une analyse approfondie des sources a effectivement montré que plusieurs événements, notamment la concomitance entre la visite officielle du vice-président Joe Biden et la décision du gouvernement de Benjamin Netanyahu de valider la construction de nouvelles habitations dans Jérusalem-Est, ont détérioré leur relation qui partait déjà sur des bases délicates vu les positions diamétralement opposées entre les deux hommes sur la question de la colonisation, Barack Obama défendant la solution des deux Etats, Benjamin Netanyahu étant farouchement opposé à pareil règlement de la question.

L'analyse s'est ensuite concentrée sur le lobby pro-israélien et plus particulièrement sur l'influence que l'organisation AIPAC a pu exercer au sein de l'appareil étatique américain concernant cette question de la colonisation. Ce point a démontré tout le poids et l'influence de cette organisation concernant le conflit israélo-palestinien, deux événements à deux années d'intervalle le confirmant. Le premier se produit en mai 2009, lorsque l'AIPAC parvient à mobiliser près de trois quarts des membres du Congrès américain en réaction au discours de la Secrétaire d'État Hillary Clinton qui relayait la position du président Obama en demandant l'arrêt de la colonisation israélienne. Le second intervient en mai 2011 lorsque, devant la pression exercée par l'AIPAC, le président américain vint clarifier sa position sur la question israélienne. Devant les membres de cette organisation, il adopta un positionnement très favorable à Israël, loin de celui qu'il avait défendu dans un précédent discours tenu trois jours auparavant et dans lequel il appelait au retrait progressif des troupes israéliennes des territoires occupés et souhaitait que les frontières des deux Etats suivent le tracé de la « Ligne verte » de

1967. Devant les réactions suscitées par son discours auprès de l'AIPAC et auprès de Benjamin Netanyahu, Barack Obama avait été contraint de modifier sa position en précisant notamment que ces questions en lien avec la colonisation devaient prendre en compte les réalités démographiques, un argument défendu par Israël.

Enfin, la troisième hypothèse s'intéressait d'une part aux élections de mi-mandat qui eurent lieu fin 2010 et d'autre part à la campagne présidentielle de 2012 en s'interrogeant sur l'impact que ces deux élections avaient pu avoir sur la poursuite de la colonisation israélienne. Divers éléments ont montré que tant les élections de mi-mandat que les élections présidentielles, ont joué un rôle dans la poursuite de la colonisation. Les premières ont fait passer le sujet au second plan après la défaite démocrate et la perte de la Chambre au profit des Républicains. Les secondes ont confirmé cette mise en retrait du sujet au profit d'autres thématiques de campagne comme l'aide financière et militaire apportée à Israël par les Etats-Unis. Le fait que cette thématique de la colonisation soit mise en retrait de l'agenda politique du président américain lors de ces deux élections a permis au gouvernement israélien de poursuivre avec un rythme plus soutenu qu'auparavant la construction de logements dans les territoires occupés. Ces divers éléments attestent ainsi de l'importance qu'ont exercée ces deux élections dans la poursuite de la colonisation israélienne.

Outre le cœur du travail consacré à ces trois hypothèses, un chapitre a retracé l'histoire du conflit israélo-palestinien depuis la création de l'Etat d'Israël en mettant en évidence les grands événements survenus entre 1948 et 2008. En plus des précisions historiques fournies, ce chapitre a permis de définir certains termes clés du travail comme « les territoires occupés » ou « la Ligne verte ».

Ce chapitre historique a permis d'enchaîner directement avec l'analyse du premier mandat de Barack Obama, un chapitre charnière de ce travail synthétisant les quatre années de présidence avec un focus sur le conflit israélo-palestinien et la question des colonies.

Pistes bibliographiques

Cette bibliographie se divise en trois sections.

La première liste les ouvrages généraux sur la politique du président Obama et sur l'évolution du conflit entre 2009 et 2013. Ces ouvrages ont constitué des sources de première main pour comprendre les enjeux qui sous-tendent ce conflit et les positionnements des différents acteurs, qu'ils soient américains, palestiniens ou israéliens.

La deuxième section présente les articles de périodiques. Ceux-ci ont permis d'adopter une approche moins généraliste que les ouvrages en se concentrant sur quelques aspects bien spécifiques de la question israélo-palestinienne.

La troisième section comprend plusieurs catégories : tout d'abord les articles de journaux, ensuite les discours et documents officiels provenant de la Maison Blanche ou du Département d'Etat, enfin les résolutions des Nations Unies. Les premiers ont été précieux dans la mesure où ils ont permis d'analyser des informations brutes, notamment des articles évoquant des événements précis comme la fin du moratoire sur les constructions israéliennes en Cisjordanie. Les seconds ont été intéressants dans la mesure où ils permettaient d'éclairer l'analyse avec des déclarations faites par les différents acteurs mentionnés dans ce travail. Enfin, les résolutions ont permis de mettre en évidence la position de l'Organisation des Nations Unies sur certaines questions clés du conflit israélo-palestinien, notamment sur la problématique des territoires occupés.

L'autobiographie de Barack Obama a également été consultée pour ce travail²⁰². Etant donné qu'il s'agit d'une autobiographie du personnage central analysé, cet ouvrage a été utilisé *cum grano salis*. Il ne pouvait en aucun cas constituer une source première pour ce travail et a surtout été utilisé pour confirmer des informations mentionnées dans d'autres ouvrages ou articles scientifiques.

En raison du caractère récent du sujet traité, les ouvrages et articles mentionnés dans cette bibliographie sont majoritairement datés entre 2008 et 2020 et sont écrits en anglais ou en français.

²⁰² OBAMA Barack, *A promised land*, New-York, Penguin Group, 2020, 750 p.

➤ Ouvrages et revues générales

- BARON Xavier, *Les Palestiniens : genèse d'une nation*, Paris, Le Seuil, 2000.
- DAVID Charles-Philippe (éd.) *Au sein de la Maison-Blanche : de Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Presses de sciences po, 2015.
- D'SOUZA Dinesh, *Obama's America: unmaking the American dream*, New York, Threshold, 2014.
- FARIS Hani. (ed.), *The Failure of the Two-State Solution: The Prospects of One State in the Israel-Palestine Conflict*, London, Tauris Publisher, 2013.
- LAIDI Zaki, *Le Monde selon Obama. La politique étrangère des Etats-Unis*, Paris, Flammarion, 2012.
- LAURENS Henry, *La question de Palestine, t. III, 1947-1967 : L'accomplissement des prophéties*, Paris, Fayard, 2007.
- LAURENS Henry, *La question de Palestine, t. IV, 1967-1982 : Le rameau d'olivier et le fusil du combattant*, Paris, Fayard, 2011.
- LAURENS Henry, *La question de Palestine, t. V, 1982-2001 : La paix impossible*, Paris, Fayard, 2015.
- *Le Petit Larousse illustré 2013*, Paris, Larousse, 2013.
- MCCALL-SMITH Kasey L., *Keeping promises? Obama and human rights*, dans SCOTT-SMITH Giles (éd.), *Obama, US politics, and transatlantic relations: change or continuity?*, Brussels, Lang, 2012, p. 249-263.
- MEARSHEIMER John J. et WALT Stephen M., *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, trad. de l'anglais par GUILHOT Nicolas et MANCEAU Laure e.a., Paris, La Découverte, 2009.
- NAU Henry R., *Perspectives on international relations: power, institutions, and ideas*, 6th ed., Los Angeles, CQ Press, 2019.
- NEIL Caplan, *The Israel-Palestine conflict : contested histories*, Malden, Wiley-Blackwell, 2009.
- OBAMA Barack, *A promised land*, New-York, Penguin Group, 2020, 750 p.
- PAPPE Ilan, *Une terre pour deux peuples. Histoire de la Palestine moderne*, Paris, Fayard, 2004.
- PAUL David M. and PAUL Rachel Anderson, *Ethnic lobbies and US foreign policy*, Boulder, Lynne Rienner, 2009.

- RUEBNER J., *Shattered Hopes. Obama's Failure to Broker Israeli-Palestinian Peace*, Londres & New York, Verso, 2013.
- SHIVELY Jacob, *Hope, change, pragmatism: analyzing Obama's grand strategy*, New York, Palgrave MacMillan, 2016.
- SCOTT-SMITH Giles (éd.), *Obama, US politics, and transatlantic relations: change or continuity?*, Bruxelles, Lang, 2012.
- SPITAEELS Guy, *Obama président : la méprise*, Bruxelles, Luc Pire, 2008.
- VAÏSSE Justin, *Barack Obama et sa politique étrangère : 2008-2012*, Paris, Odile Jacob, 2012.
- VANDAL Gilles et AOUN Sami, *Barack Obama et le printemps arabe : le repositionnement de la politique américaine au Moyen-Orient*, Montréal, Athéna, 2013.
- VIOTTI Paul R. and KAUPPI Mark V., *International relations theory: realism, pluralism, Globalism, and beyond*, Boston, Allyn and Bacon, 1999.

➤ Articles de périodiques

- AHMAD DAUD Mimi Nur Atifah, and IDRIS Asmady, and SALLEH Asri, "The failure of Obama-Netanyahu's Two-State solution 2009-2016 in the light of waltz theoretical framework", dans *Jurnal Antarabangsa Kajian Asia Barat*, t. 12, 2020, p. 76-91.
- AIT-CHAALAL Amine, « Les États-Unis face au « printemps arabe » : mise en perspective à partir des révolutions tunisienne et égyptienne », dans *Alternatives Sud*, t. 19, 2012, n° 2, p. 189-205.
- AIT-CHAALAL Amine, « L'administration Obama et la question israélo-palestinienne : impasse, blocages et/ou manque de volonté politique ? Une analyse par le prisme onusien », IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques, 2017, p. 1-33.
- AKRAM Hanieh, "The Camp David Papers", dans *Journal of Palestine Studies*, t. 30, 2001, n° 2, p. 75-97.
- BEN BARKA Mokhtar, "The Obama administration's policy toward the Middle East and the Arab Democratic Transition", dans EPPREH-BUTET Raphaël, *Barack Obama à la présidence des Etats-Unis. Un bilan*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 173-186.
- BEININ Joel and HAJJAR Lisa, "Palestine, Israel and the Arab-Israeli conflict: A primer", The Middle East Research and Information Project, 2014, p. 1-33.
- BENN Aluf, "The End of the Old Israel: How Netanyahu Has Transformed the Nation", dans *Foreign Affairs*, t. 95, 2016, n° 4, p. 16-27.

- BENSIMON Jean-Pierre, « La relation israélo-américaine et la présidence Obama », dans *Controverses*, n° 10, p. 302-312.
- BLANCO Patricia Rodríguez, « La politica de los presidentes Obama y Trump con Israel », dans *Unisci Journal*, 2018, n° 48, p. 209-228.
- BYRD Diane and KOMANDURI S. Murty, “Foreign Policy Accomplishments in Obama Era”, dans *Race, Gender & Class*, t. 20, 2013, n° 3/4, p. 147–165.
- CLAUDE Gérard, « Israël-États-Unis, de la reconnaissance historique à l’alliance stratégique », dans *Revue historique des armées*, 2008, n° 252, p. 114-123.
- COPPOLANI Antoine, « Les années Bush et le conflit israélo-palestinien : un bilan », dans *Politique étrangère*, 2010, n° 1, p. 193-204.
- COPPOLANI Antoine, « Chapitre 2. La diplomatie au Proche-Orient de Bush à Obama », dans RICHOMME Olivier (éd.), *Le bilan d’Obama*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012, p. 63-92.
- COPPOLANI Antoine et HUREL Tristan, « Histoire et caractéristiques de la relation israélo-américaine », dans *Diplomatie*, 2015, n° 75, p. 64-69.
- EL OIFI Mohammed, « Que reste-t-il de « l’esprit du Caire » : la réception du discours d’Obama par les opinions publiques dans le monde arabe », dans *L’Harmattan*, t. 3, 2010, n° 18, p. 37-55.
- FARDJAOUI Boualem, « Le bilan d’Obama au Moyen-Orient au regard de la presse arabe, de l’espoir à la déception », dans EPPREH-BUTET Raphaël (éd.), *Barack Obama à la présidence des États-Unis : un bilan*, Paris, L’Harmattan, 2019, p. 161-172.
- FREEDMAN Robert O., “The Obama legacy in the Middle East and the Trump challenge”, dans *India Quarterly*, t. 73, 2017, n° 2, p. 241-250.
- GERGES Fawaz A., “The Obama approach to the Middle East: the end of America’s moment?”, dans *International Affairs*, t. 89, 2013, n° 2, p. 299-323.
- GILBOA Eytan, “Obama in Israel: Fixing American-Israeli Relations”, dans *Israel Journal of Foreign Affairs*, t. 7, 2013, n° 2, p. 19-28.
- HICKEY Dennis, “From Marginal to Mainstream: Barack Hussein Obama and the Enigma of American Identity”, dans SCOTT-SMITH Giles (éd.), *Obama, US politics, and transatlantic relations: change or continuity ?*, Brussels, Lang, 2012, p. 39-52.
- INDYK Martin S. *et alii.*, “Scoring Obama's Foreign Policy: A Progressive Pragmatist Tries to Bend History”, dans *Foreign Affairs*, t. 91, 2012, n° 3, p. 29-44.

- JACKSON Patrick Thaddeus and JONES Joshua S., “Constructivism”, dans DEVETAK Richard, BURKE Anthony and GEORGE Jim (eds), *An introduction to international relations*, 2nd ed., Cambridge, Cambridge university press, 2012, p. 103-118.
- KASPI André, « Les États-Unis et Israël sous la présidence de George W. Bush », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, t. I, 2008, n° 97, p. 53-61.
- KLOTZ Audie et LYNCH Cecelia, « Le constructivisme dans la théorie des relations internationales », trad. de l'anglais par BOUYSSOU Rachel et SMOUTS Marie-Claude, dans *Critique internationale*, 1999, n° 2, p. 51-62.
- KROES Rob, “Barack Hussein Obama: his powers of language, his language of power”, dans SCOTT-SMITH Giles (éd.), *Obama, US politics and transatlantic relations: change or continuity ?*, Brussels, Lang, 2012, p. 23-38.
- KURTZER Daniel, “Reviving the peace process”, dans *The National Interest*, 2012, n° 117, p. 38-46.
- LYNCH Marc, “Obama and the Middle East”, dans *Foreign Affairs*, t. 94, 2016, n° 5, p. 16-27.
- MACLEOD Alex, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », dans *Cultures et conflits*, t. 54, 2004, p. 11-49.
- QUANDT William B., “Clinton and the Arab-Israeli Conflict: The Limits of Incrementalism”, dans *Journal of Palestine Studies*, t. 30, 2001, n° 2, p. 26-40
- RUEBNER J., “Obama's Legacy on Israel/Palestine”, dans *Journal of Palestine Studies*, t. 46, 2016, n° 1, p. 50-64.
- RUGGIE John, “What makes the world hang together? Neo-utilitarianism and the social constructivist challenge”, dans *International organization*, t. 52, 1998, p. 855-885.
- SALTZMAN Ilai Z., “Not So « Special Relationship »? US-Israel relations during Barack Obama's Presidency”, dans *Israel Studies*, t. 22, 2017, n° 1, p. 50-75.
- SHARP Jeremy M., “U.S. Foreign Aid to Israel”, dans *Congressional Research Service*, 2015, p. 1-33.
- SHLAIM Avi, “The Oslo Accord”, dans *Journal of Palestine Studies*, t. 23, 1994, n° 3, p. 24-40.
- SHLAIM Avi, « Israël, les Etats-Unis et le printemps arabe », dans *Mouvements*, t. 66, 2011, n° 2, p. 135-144.
- SHOMALI Qustandi, « L'accord et le désaccord dans les textes d'Oslo », dans *Mots : Israël - Palestine. Mots d'accord et de désaccord*, 1997, n° 50, p. 8-22.

- STEPHENS Elizabeth, « Les États-Unis et Israël après le printemps arabe », dans *Les Cahiers de l'Orient*, t. 4, 2011, n° 104, p. 39-51.
- STEVEN David R. et GOLDBERG Abraham, « Quatre années de plus : l'administration et le Moyen-Orient en ébullition », dans *L'Esprit du temps*, t. 3, 2014, n° 37, p. 257-263.
- TERRY Janice J., “Unrequited hope: Obama and Palestine”, dans *Arab studies quarterly*, t. 39, 2017, n° 3, p. 896-909.
- VAN LEEUWEN Marianne, “The United States and Europe in the Middle East”, SCOTT-SMITH Giles (éd.), dans SCOTT-SMITH Giles (éd.), *Obama, US politics and transatlantic relations: change or continuity ?*, Brussels, Lang, 2012, p. 101-115.
- WAXMAN Dov, “The Real Problem in U.S.–Israeli Relations”, dans *The Washington Quarterly*, t. 35, 2012, n° 2, p. 71-87.
- WENDT Alexander, “Anarchy is what states make of it: the social construction of power politics”, dans *International Organization*, t. 46, 1992, n° 2, p. 391-425.

➤ Articles de journaux, transcrits de discours et résolutions de l'ONU

• Articles de journaux

- AFP, *Colonies israéliennes: veto américain à une résolution arabe à l'ONU*, RTBF : Monde, 18 février 2011. <https://www.rtb.be/article/colonies-israeliennes-veto-americain-a-une-resolution-arabe-a-l-onu-5640523> [consulté le 4 avril 2022].
- AFP, *La Palestine devient membre à part entière de l'Unesco*, Le Monde, 31 octobre 2011. https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/10/31/l-unesco-se-prononce-sur-la-demande-d-adhesion-de-l-autorite-palestinienne_1596258_3218.html [consulté le 6 avril 2022].
- AFP, *La Palestine devient État observateur à l'ONU*, Le Figaro, 29 novembre 2011. <https://www.lefigaro.fr/international/2012/11/29/01003-20121129ARTFIG00805-la-palestine-devient-etat-observateur-a-l-onu.php> [consulté le 6 avril 2022].
- Benjamin “Bibi” Netanyahu, Jewish virtual library, consulté le 29 décembre 2021 <https://www.jewishvirtuallibrary.org/benjamin-quot-bibi-quot-netanyahu> [consulté le 7 mars 2022].
- BRONNER Ethan, *As Biden visits, Israel unveils plan for new settlements*, The New York Times, March 9, 2010.

- <https://www.nytimes.com/2010/03/10/world/middleeast/10biden.html> [consulté le 14 mars 2022].
- CHAIGNE-LOUDIN Anne-Lucie, *Conférence de Madrid*, Les Clés du Moyen-Orient, 2 mars 2018. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Conference-de-Madrid.html> [consulté le 21 mars 2022].
- Conflit israélo-palestinien, *Le Monde diplomatique*. <https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/conflitisraelopalestinien> [consulté le 21 avril 2022].
- CORBÉ Philippe, *Barack Obama : le discours qui a frappé l'Amérique au cœur en 2004*, RTL, 7 juillet 2020. <https://www.rtl.fr/actu/international/barack-obama-le-discours-qui-a-frappe-l-amerique-au-coeur-en-2004-7800643084> [consulté le 31 mars 2022].
- FRACHON Alain, *Obama et le désastre israélo-palestinien*, Le Monde, 13 avril 2016. https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/14/obama-et-le-desastre-israelo-palestinien_4902007_3232.html [consulté le 16 mars 2022].
- GOLDBERG Jeffrey, *Obama on Zionism and Hamas*, The Atlantic, May 12, 2008. <https://www.theatlantic.com/international/archive/2008/05/obama-on-zionism-and-hamas/8318/> [consulté le 16 mars 2022].
- KERSHNER Isabel, *Iran Deal Denounced by Netanyahu as 'Historic Mistake'*, The New York Times, 14 July 2015. <https://www.nytimes.com/2015/07/15/world/middleeast/iran-nuclear-deal-israel.html> [consulté le 16 avril 2022].
- MCCARTHY Rory, *Right unites to put Netanyahu on course to become Israeli PM*, The Guardian, February 19, 2009. <https://www.theguardian.com/world/2009/feb/19/netanyahu-israel-election-prime-minister> [consulté le 3 janvier 2022].
- MCGREAL Chris, *Israel lobby presses Congress to soften Obama's tough stance on Netanyahu*, The Guardian, 30 mars 2010. [consulté le 14 mars 2022]. <https://www.theguardian.com/world/2010/mar/30/us-israel-lobby-pressure-obama>
- MCGREAL Chris, *Israel plans new settlement of 2,600 that will isolate Arab East Jerusalem*, The Guardian, 16 October 2011 <https://www.theguardian.com/world/2011/oct/16/israel-settlement-isolate-arab-jerusalem> [consulté le 17 mars 2022].
- *Pour Barack Obama, "Jérusalem doit rester la capitale d'Israël"*, Le Monde, 4 juin 2008 https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2008/06/04/pour-barack-obama-jerusalem-doit-rester-la-capitale-d-israel_1053848_3222.html [consulté le 12 mars 2022].
- RICHTER Paul, *Clinton tells Israel to end settlement growth*, The Spokesman-Review, 28 may 2009 <https://www.spokesman.com/stories/2009/may/28/clinton-tells-israel-end-settlement-growth/> [consulté le 7 mars 2022].

- SHARP Jeremy M., *U.S. Foreign Aid to Israel*, Congressional Research Service, June 10, 2015.
- *United States vetoes Security Council resolution on Israeli settlements*, 18 February 2011. <https://news.un.org/en/story/2011/02/367082-united-states-vetoes-security-council-resolution-israeli-settlements> [consulté le 4 avril 2022].
- *What are the Occupied Territories?*, The Institute for Middle East Understanding (IMEU), December 21, 2005. <https://imeu.org/article/what-are-the-occupied-territories> [consulté le 23 décembre 2021].
- WILSON Scott, *Obama searches for Middle East peace*, The Washington Post, 14 July 2012. https://www.washingtonpost.com/politics/obama-searches-for-middle-east-peace/2012/07/14/gJQAQQiKlW_story.html [consulté le 5 avril 2022].
- ZACHARIA Janine, *U.S. condemns Israel's plans to build housing in east Jerusalem*, The Washington Post, 10 mars 2010. <https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/03/09/AR2010030900497.html> [consulté le 22 décembre 2021].
- ZELENY Jeff and COWELL Alan, *Addressing Muslims, Obama Pushes Mideast Peace*, The New York Times, 5 juin 2009. http://www.californiaspywatch.com/warcosts/wp-content/uploads/war-cost/472J_2009_Israel_vs_Palentinians_Obama_Speech_Good_June_4_2009_NYTimes.pdf [consulté le 16 avril 2022].

• Transcrits de discours prononcés par Barack Obama

- *Barack Obama (1961 -) Speech at the Democratic National Convention*, American Public media. <http://americanradioworks.publicradio.org/features/blackspeech/bobama.html> [consulté le 4 avril 2022].
- *Remarks by President Obama and President Abbas of the Palestinian Authority in press availability*, The White House, May 28, 2009. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-obama-and-president-abbas-palestinian-authority-press-availabilit> [consulté le 21 décembre 2021].
- *Remarks by the President to the United Nations General Assembly*, The White House, 23 September 2009. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-united-nations-general-assembly> [consulté le 2 avril 2022].

- *Remarks by the President to the United Nations General Assembly*, The White House, 23 September 2010. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2010/09/23/remarks-president-united-nations-general-assembly> [consulté le 3 avril 2022].
- *Remarks by President Obama in Address to the United Nations General Assembly*, 21 September 2011. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/09/21/remarks-president-obama-address-united-nations-general-assembly> [consulté le 6 avril 2022].
- *Transcript: Obama's Speech at AIPAC*, NPR, 4 June 2008. <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=91150432&t=1648720980809> [consulté le 31 mars 2022].
- *Transcript: Obama's Speech Against The Iraq War* (2 October 2002), NPR, 20 January 2009. <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=99591469> [consulté le 5 avril 2022].
- *Text: Obama's Speech in Cairo*, New York Times, 4 June 2009. <https://www.nytimes.com/2009/06/04/us/politics/04obama.text.html> [consulté le 15 février 2022].

• Résolutions des Nations Unies

- Résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre 1947 <https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2016/04/ARES181II.pdf> [consulté le 5 avril 2022].
- Résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 11 décembre 1948 <https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2016/06/ARES194III.pdf> [Consulté le 5 avril 2022].
- Résolution 242 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 22 novembre 1967 <https://documents-dds-ny.un.org/doc/RESOLUTION/GEN/NL3/462/16/PDF/NL346216.pdf?OpenElement> [consulté le 5 avril 2022].
- Résolution 446 du Conseil de Sécurité du 22 mars 1979 <http://unscr.com/en/resolutions/doc/446> [consulté le 6 avril 2022].
- Résolution 1515 du Conseil de Sécurité du 19 novembre 2003 <http://unscr.com/en/resolutions/doc/1515> [consulté le 6 avril 2022].

- **Communiqué de la Cour Internationale de Justice**

- *La CIJ déclare l'édification du mur par Israël dans le territoire palestinien occupé, contraire au droit international*, Communiqué de presse de la CIJ, 9 juillet 2004
<https://www.un.org/press/fr/2004/CIJ636.doc.htm> [consulté le 2 avril 2022].

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/psad